

LE PEUPLE BRETON

5^f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

AN II
AU NICARAGUA

NUMÉRO 210
JUN 1980



CE QUI PEUT
CHANGER
EN BRETAGNE

M 2331 - 210 - 5,00 F

PRÉSIDENTIELLES : DES MYTHES QUI S'ÉCROULENT

Kenober

ÉLECTRICITÉ GÉNÉRALE

17, Avenue de la Libération
QUIMPER
Tél. 90.63.33

RESTAURANT - BAR

Le Batel

Spécialités :

Fruits de mer - Poissons - Plats régionaux

23, rue Fautras 29200 BREST Tél. 44.51.02

DIRECTION : GÉRARD LE SANN

LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix

Musique tous les soirs

Tél. (98)40.90.92

3, rue Jacques-Cartier

35400 SAINT-MALO



NELLO SBAIZ SPORTS

Sports d'équipe - Tennis - Loisirs

3, rue Vauban - 56100 LORIENT

Téléphone : 21.22.91

EXPO - VENTE ARTISANAT

Tous objets en bois
Antiquités

TRAOU-BREIZH

Dour-Ru - PLOMELIN

Tél. 55.11.42 KEMPER



PLOMEUR SHOP L'ATELIER DU CUIR

Route du Guilvinec, 29120 Plomeur

MAROQUINERIE

PETITE MAROQUINERIE

ARTICLES DE BUREAU

Directement chez le fabricant
Prix exceptionnels



les presses bretonnes

Z.I. « Les châtelets », PLOUFRAGAN/SAINT-BRIEUC
Téléphone : (96)94.01.44

Imprimerie TYPO-OFFSET - FORMULAIRES EN CONTINU



CAFE DES MOUETTES

GUINNESS A LA PRESSION

PORT DE COMMERCE

BREST

Tél. 44-33-21

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Faites
confiance à...

Alimentaires

EUROMARCHE

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)



Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

COLONNES

Les Duhamel Brothers (speakers Giscardien) ont beau, depuis quelque temps, courir les tailleurs parisiens à fin de dénicher la veste idéale, on ne peut raisonnablement pas faire un titre de 5 ou 7 colonnes sur ce fait divers. D'ailleurs, au « Peuple Breton », on déciderait (ce qui serait quand même étonnant) de bâtir la prochaine couverture sur la course désespérée et vestimentaire de cette famille renommée, qu'on ne le pourrait pas : le journal ne dispose que de trois colonnes.

Lesquelles contiennent chaque mois, sur une trentaine de pages, une information différente, c'est-à-dire libre. Ce qui peut continuer à être possible. Grâce à ceux qui souscrivent, à savoir ceux qui, par un apport financier régulier, font que leur journal tient toujours sur ses trois colonnes.

« LE PEUPLE BRETON »

Mensuel

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX
Tél. : (98)46.18.24

Rédaction : Pierre Gallais
Directeur de la publication :
Jean Guégueniat

ABONNEMENTS

Ordinaire : 50 F

De soutien : à partir de 70 F

Etranger : 60 F

Etranger (par avion) : 75 F
C.C.P. 2365-76 RENNES

Composition mécanique
Imprimerie de l'Iroise - Brest
Publication inscrite à la C.P.A.P. n° 41 387
Dépôt légal : 2^e trimestre

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

5^e liste

J. Corbel, Hyères (83)	50,00
C. Kervarec, Evry (91)	20,00
Raymond H., Fréhel	20,00
J. Piedrière, Bois Colombes (92)	100,00
F. Ménard, Nantes	50,00
J.-L. M., Malakoff (92)	20,00
D. Le Rouzic, Pontreux	20,00
A. Le Bris, Montpeller (34)	50,00
S. Wehbe, Sénégal	10,00
J. Brohant, Guingamp	70,00
Guy C., Guipavas	50,00
J. Le Lann, Brest	20,00
L. Cevaer, L'Hôpital Canfrout	20,00
Bernard T., Penmarc'h	20,00
L. Cléac'h, Quimper	50,00
E. Le Grevellec, Clohars Carnoët	20,00
J. Sauban, Douarnenez	20,00
T. Stephan, St-Guenolé	30,00
L. Andouard, Fréhel	50,00
Hervé Le F., Le Mans (72)	50,00
B. Le Bleis, Plouneour Lanvern	30,00
J. Le Bolloc'h, Cesson Sévigné	100,00
M. Maillard, Savenay	20,00
P. Morice, Montgeron (91)	20,00
Roger B., Grigny (91)	50,00
C. Tripon, St Herblain	20,00
P. Bodio, Brest	25,00
S. Abily, Argenteuil (95)	100,00
A. Le Goff, La Seyne (83)	20,00
P. Bonnet, Grande Bretagne	50,20
P. Morvan, Clamart (92)	50,00
A. Cousin, Fécamp (76)	50,00
B. Belz, Plouharnel	50,00
Y. Balay, Nouvelle Calédonie	25,00
Dominique A., Issyles Moulineaux (92)	20,00
L. Jouan, Evry (91)	20,00
P. Brouassin, St Cyr l'Ecole (78)	50,00
A. Le Gal, Lorient	100,00
J.-Y. Corre, St Malo	20,00
Alain R., Nantes	20,00
J. Cotel, St Quay Portrieux	20,00
M. Vasseu, Espagne	90,00
P. Delaruelle, Plérin	50,00
J.J. Hetet, Paris (75)	250,00
Pierre Le C., St Herblain	20,00
J.L. Lucas, Caulnes	20,00
Guy A., Arcueil (94)	20,00
C. Sivy, Meudon (92)	20,00
Anonyme, Mortain (50)	10,00

Total 5^e liste 2070,20
Report des listes précédentes 10089,00
TOTAL 12159,20

JF KERVERN

LA NATURE DANS

VOTRE SALLE DE BAINS

29214 LANDEDA - Tél. (98)04.93.10

CEYLAN

VENTE ET DÉGUSTATION DE THÉS

Jus de fruits - Glaces - Pâtisseries Maison
Spécialités Anglaises

43, rue du Mur - MORLAIX
Téléphone : 88.36.43

SOMMAIRE

EDITORIAL

L'ENVOLEE BELLE 4

POLITIQUE

LE PROJET SOCIALISTE POUR LA
BRETAGNE : ANALYSE 13

ELECTIONS

PRÉSIDENTIELLES : DES MYTHES
QUI S'ÉCROULENT 6
LÉGISLATIVES :
15 CANDIDATS UDB 18
UN ACCORD ELECTORAL 17

SOCIAL

L'A.N.P.E. BREST
ET SES CHÔMEURS 8
OBERTHUR RENNES ET SON
DÉGRAISSAGE 9

SOCIÉTÉ

COLLECTIVITÉS LOCALES :
UN PROJET A RÉFORMER 9
QUAND COGNE LE RASCISME
BRETON 7

MEDIA

DU CÔTÉ DE RADIO PLOGOFF 27

RÉTRO

QUAND LE GISCARDISME
BÉGAYAIT 5

INTERNATIONAL

IRLANDE DU NORD :
UN PÉRIL A DOUBLE FACE 20
HAÏTI OU LA PAUVRETÉ ABSOLUE 21
NICARAGUA DEUX ANS APRÈS ... 23
S.P.F. ET LIBAN 26

CULTURE

ITRON VARIA GARMEZ 28
ARMAND ROBIN, POÈTE,
ANARCHISTE BRETON 29
HISTOIRE :
LES BRETONS DE St-DENIS 31
DISQUE : BREAD AND ROSES 32

RUBRIQUES

CHICHE 5
LE PROBLÈME BRETON 12
PETITES ANNONCES 23
P.B. SERVICE 33
COURRIER DES LECTEURS 34

FÊTE

UN DÉPLACEMENT 26



BACCHUS

BIÈRE - SPIRITUEUX - WHISKY

Halles Saint-Martin

CASH

Route de Gouesnou - BREST
Téléphone : 42.11.21

A Mesmerrien, face aux maisons Brosolo

Une veste à la coupe impeccable
(Giscard à Lorient, avril 81)



Yvon Boëlle

Edito

L'ÉCHAPPÉE BELLE

Et maintenant, que va-t-on faire ?

Il a quand même fallu quelques jours pour réaliser pleinement que Giscard était parti, que la politique qu'il incarnait était renversée, que Barre ne viendrait plus nous donner des leçons d'austérité du haut de sa suffisance arrogante. Pour la plupart d'entre nous, la lutte politique n'avait jamais eu d'autres sens que celui de l'opposition. Depuis vingt-trois ans le peuple breton n'avait guère connu beaucoup d'heures claires; réservoir de main d'œuvre, jadis, au temps de de Gaulle; rejeté par Pompidou qui ne voyait aucune place pour lui dans une France destinée à marquer l'Europe de son sceau; laminé par Giscard imposant le chômage, la militarisation à outrance, remplaçant le réservoir de travailleurs par un réservoir d'énergie nucléaire.

Jusqu'au mois de mai, la seule perspective était la résistance à l'emprise d'un giscardisme sûr de lui et qui s'apprêtait — on le mesure aujourd'hui dans quantité de domaines — à donner un tour de vis supplémentaire, à baillonner un peu plus encore l'information, à accélérer le démantèlement du secteur public, à restreindre les libertés syndicales. Les structures étaient en place. Les hommes aussi: les voilà qui tombent de haut, à l'image de leur leader aujourd'hui rejeté comme une vieille chaussette.

Il était moins cinq, et voici que cette échappée belle ouvre des voies insoupçonnées ou plutôt que nous n'osions, cadencées que nous étions, envisager. L'utopie devient espoir. L'autonomie socialiste? Le rêve s'accroche, la spéculation intellectuelle devient perspective négociable. Le 10 mai, une formidable brèche s'est ouverte dans la raison d'état d'une droite française qui avait maçonné ses certitudes de classe jusqu'à en faire un absolu.

Oh, il ne s'agit pas de perdre de vue la réalité: la droite n'a pas abdiqué. Elle possède, en France comme au Portugal ou au Chili des positions et des armes efficaces, et d'abord l'argent. Pour lui résister, il faudra que la gauche soit forte, et qu'elle soit forte de toutes ses composantes. Appartenant au courant politique désormais majoritaire, l'UDB entend apporter sa contribution à ce renforcement.

Seulement, les problèmes de fond demeurent: la situation coloniale de la Bretagne n'a pas disparu par le seul fait du vote du dix mai. Les rapports économiques restent en place, la surexploitation des travailleurs bretons ne cessera pas d'un coup de baguette, même de gauche. Sans l'apport spécifique de l'Union Démocratique Bretonne, les changements envisagés ne modifieront pas fondamentalement cette situation de soumission. La bonne volonté existe; mais la volonté?

Rocard, dès 20 h 10 le dix mai évoque une grande réforme régionale, mais Defferre quelques jours plus tard, en revient au concept passablement dévalorisé de «décentralisation». Mitterrand, dans une réponse du Conseil Culturel de Bretagne, n'hésite pas à parler des peuples de France, mais que

de déclarations depuis, vantant le peuple français!... Pour l'UDB, il faudra donc développer le projet d'autonomie socialiste, il faudra diffuser les analyses et propositions qui montrent que ce projet n'a rien d'irréaliste, qu'il sert en priorité les intérêts des travailleurs de Bretagne, il faudra mettre en avant des propositions comme celle-ci: les nationalisations doivent être orientées de telle manière qu'elles profitent en priorité aux régions périphériques que les trusts ont pillé en priorité...

C'est autour de ce projet socialiste autonome, qui ne peut, par nature, nous être imposé de haut, mais que nous devons élaborer nous-mêmes, que doit se rassembler le bloc progressiste breton. C'est dans la mise au point et la proposition de ce projet qu'il se forgera: la venue de la gauche au pouvoir en France rapproche cette perspective de manière considérable.

Pour l'UDB, la situation nouvelle ne doit pas conduire à la démobilisation. Au contraire, la lutte des travailleurs peut et doit s'en trouver renforcée. L'action syndicale garde tout son sens et sera même plus souvent victorieuse.

L'UDB estime aussi que son action de résistance en Bretagne, qui a largement contribué à la défaite de Giscard (voir notre analyse sur les présidentielles) peut maintenant déboucher sur un rassemblement, autour d'elle et sur ses analyses, d'autres courants qui œuvrent en Bretagne dans le sens de l'autonomie socialiste.

Il existe des points d'accord; il existe des revendications qu'on peut maintenant satisfaire et qui tiennent au salaire minimum qu'il faut nettement relever (rappelons que la part des travailleurs payés au SMIC est particulièrement élevée en Bretagne), qui tiennent aussi à la durée du travail.

Il y a des questions urgentes et qui permettront de vérifier la sincérité des déclarations pré-électorales: le scrutin proportionnel, la suppression des préfets, l'assemblée régionale élue au suffrage universel direct, l'amnistie pour les prisonniers bretons, l'unité administrative de la Bretagne, l'intégration de Diwan dans le service public d'éducation...

Avec la victoire présidentielle de Mitterrand, c'est un espoir qui s'est levé. S'il s'agit de concrétiser cet espoir, il s'agit aussi de l'élargir. Chaque composante de la gauche doit pouvoir apporter sa contribution au combat pour le socialisme. C'est vrai pour le parti communiste, c'est vrai également pour les autonomistes.

C'est bien dans cet esprit que l'UDB, absente forcée des européennes et des présidentielles, présente des candidats aux élections législatives. L'échappée belle du dix mai nous la traduisons comme ceci: Vivre, Travailler, Décider dans une Bretagne qui peut être belle sans être pauvre...



CHICHE ? ...

Le sens de l'histoire...

ON comprend que Georges Lombard, l'ancien maire de Brest (et qui, jusqu'au dix mai, n'avait pas renoncé à le redevenir) ait lui aussi choisi la sécurité d'un mandat de sénateur: c'est qu'il n'est pas très futé sur le plan politique...

Il avait déjà joué Lecanuet contre de Gaulle, puis Chaban Delmas contre Giscard, et cette fois, Giscard contre Mitterrand. Une anti-girouette, en somme: regardez où elle se tourne, le vent vient sûrement d'ailleurs!

Sa veste est-elle réversible?

JEAN Sergent est exploitant agricole à Beuzec-Cap Sizun. Il est surtout connu comme suppléant du député RPR de Douarnenez Guy Guerneur, ardent défenseur de l'école libre et de la centrale de Plogoff. Jean Sergent militait donc pour cette fameuse centrale, chacun le sait.

Oui, militait car il ne milite plus, si on croit la déclaration qu'il a faite à Ouest-France au lendemain de l'élection présidentielle: «C'est très bon. Je n'ai jamais demandé la centrale et je suis content quelle ne se fasse pas chez nous. Si je l'acceptais par le passé, c'est par honnêteté politique, étant convaincu de nos besoins en énergie. Maintenant que le choix (sic) je suis contre. Les «autres» prétendent qu'ils nous apporteront de l'énergie sans Plogoff. C'est désormais leur problème et pas le mien. Mais qu'ils se débrouillent».

Comprenez qui pourra, à moins que ce ne soit trop clair. Le RPR serait-il un parti totalitaire qui viole ainsi ses militants? Pauvre Jean, tu n'es pas de taille! Il vaut mieux que tu te consacres entièrement à tes cochons. Il y a si longtemps qu'ils attendent le retour de l'enfant prodige...

QUAND LE GISCARDISME SE METTAIT A BÉGAYER

Le Comité pour l'Unité Administrative de la Bretagne a rappelé aux deux candidats du second tour le combat qu'il mène avec de nombreux Bretons pour la reconnaissance d'une région Bretagne intégrant normalement la Loire-Atlantique.

Par lettre du 29 avril, le candidat Giscard faisait savoir qu'il avait **pris personnellement connaissance** de ce courrier, qu'il **procédait dès à présent à l'examen attentif** des problèmes soulevés, et qu'il ne manquerait pas d'apporter très prochainement les éléments d'appréciation souhaités.

On imagine avec quel intérêt le secrétariat du Comité pour l'Unité a pris connaissance d'une nouvelle lettre de Giscard datée du 5 mai.

Las! Le candidat de la Droite y faisait savoir qu'il avait **pris personnellement connaissance** du même courrier, qu'il **procédait dès à présent à l'examen attentif** des problèmes soulevés, et qu'il ne manquerait pas d'apporter très prochainement les éléments d'appréciation souhaités.

Vous avez bien lu. A la date près, le Comité pour l'Unité a reçu deux fois la même réponse.

D'ailleurs, le Conseil Culturel de Bretagne recevait, sensiblement au même moment, une lettre personnelle de Giscard d'Estaing lui assurant avoir **pris personnellement connaissance** de votre lettre me soumettant les préoccupations de votre association. L'importance des problèmes que vous évoquez impose un examen auquel je procède dès à présent. Je ne manquerai pas de vous apporter très prochainement les éléments d'appréciation que vous pouvez souhaiter.

On comprend dès lors comment Giscard a perdu cette élection imperdable: il était trop occupé à **examiner attentivement** les diverses facettes du problème breton. Et peut-être s'est-il également trop plongé dans l'**examen attentif**, de centaines ou de milliers d'autres **problèmes importants** du même ordre...

Il a donc dû oublier de considérer certains **détails** comme celui-ci: le peuple n'aime pas qu'on se paye trop longtemps sa tête!



Yvon Boëlle



SODRAGAZ

130, rue Paul-Masson
BREST - Tél. 80.25.68

Contrat d'entretien

Tous chauffages

Gaz - mazout - charbon - bois
Pompes à chaleur
Panneaux solaires, etc...



D.R.

APRÈS LES PRÉSIDENTIELLES **EN BRETAGNE**

Des mythes qui s'écroulent

AU lendemain de chaque élection, la carte de la France des départements ressemble à un damier. A l'ouest (Bretagne), à l'Est (Alsace), au sud ouest (Pays Basque), au Sud est (Corse), les taches blanches marquent la présence de la droite.

Ce onze mai, la Bretagne des journaux n'a pas été loin de changer de couleur: il n'y a plus que 35.221 voix de différence entre Giscard et Mitterrand. Sur 2.176.183, la Bretagne vote Giscard

certain, mais à 50,81 % seulement. André Siegfried ne s'est pas encore retourné dans sa tombe, mais il doit au moins être sur le côté: son tableau politique de la France de l'ouest, qui avait allègrement résisté pendant un demi-siècle, prend un coup de vieux, du moins dans sa partie bretonne.

La dérive à gauche de la Bretagne n'est certes pas intervenue brutalement. On la voyait poindre au moins depuis 1973, mais elle a reçu, en ce mois de mai

un sérieux coup d'aviron. Elle laisse nettement en arrière la Basse-Normandie où l'on a voté Giscard à 54,18 % et les départements voisins de la Loire-Atlantique dans la « future ex-région » (?) des Pays de Loire: le Maine et Loire (Giscard à 57,64 %) et la Vendée (Giscard à 60,38 %) et la Mayenne (Giscard à 60,07 %). La Loire-Atlantique, le 10 mai, a pratiquement voté comme la moyenne bretonne.

Une double spécificité bretonne

Du point de vue breton, le scrutin présidentiel comporte des spécificités remarquables.

D'abord, c'est chez nous que la gauche incarnée au deuxième tour par Mitterrand a progressé le plus. Dans le tableau de l'avance de Mitterrand par rapport à 1974, les cinq départements bretons se placent dans les 11 premiers: en tête le Morbihan, où la gauche progresse de 8, 20 points, tout en restant quand même fort minoritaire (46,02 contre 37,82 en 74). Deuxième l'Ille et Vilaine avec un gain de 7,59 points et troisième le Finistère avec un gain de 7,47 points. Beau tir groupé, surtout avec la cinquième place de la Loire Atlantique (+ 6,88) et la onzième des Côtes-du-Nord (+ 5,31).

Quelle analyse peut-on faire de ce qu'il faut bien appeler un bond vers la gauche, de loin supérieur à celui qu'a fait la France, pratiquement trois fois plus marqué ?

On a tenté ce qu'on pourrait appeler l'explication par l'homogénéisation: la Bretagne qui votait à droite était une Bretagne chouanne, à l'écart des idées nouvelles, soumise à une église qui ne reculait pas devant le cléricalisme, en bref, étrangère par sa culture. A mesure que se développent les médias, les échanges, la Bretagne s'assimile, se rapproche du modèle français moyen perd sa spécificité, y compris électorale.

L'interprétation est quand même un peu courte et ne peut expliquer une telle progression. Que la Bretagne selon ce schéma, ait progressé au même rythme que la France, ou un peu plus rapidement, eût été concevable. Mais un tel taux de croissance impose qu'on inverse la proposition: c'est précisément en fonction de sa spécificité, et en découvrant relativement vite cette spécificité, que le peuple breton change son vote traditionnel. Toutes les composantes du problème breton tiraient dans le même sens: c'est bien dans la gauche que réside l'espoir, aussi bien en matière économique (le chômage) qu'écologique (le nucléaire) qu'administrative (la Bretagne à cinq départements) ou que culturelle (l'intégration de Diwan).

La prise de conscience des rapports de domination reste diffuse, mais elle est rapide. Les zones de « vote colonial » celles où la droite avait il y a peu 85 % des voix, se sont brulées en partie. Il en est ainsi du Léon rural, du Haut-Vannetais, de la Loire-Atlantique des « marquis », du Pays de Redon. Il faut manifestement relier le rejet de Giscard à autre chose qu'un conformisme français. Les rapports socio-économiques ont joué, en particulier dans le monde agricole. Le cas le plus typique est sans doute la circonscription de Lamballe où Giscard est devenu minoritaire. De nombreuses organisations professionnelles avaient appelé à un vote contre Giscard, et ceux qui ont voté Chirac au premier tour avaient franchi dans la fronde un pas assez important pour ne pas faire machine arrière quinze jours plus tard...

Quand les bastions deviennent réduits

La deuxième spécificité bretonne tient en ceci: la gauche a connu en Bretagne sa progression la plus forte, les départements bretons sont parmi ceux où le parti communiste subit ses reculs les plus importants.

On peut à ce sujet faire plusieurs calculs: la comparaison des baisses absolues du PC n'a pas grande signification: perdre 5 % quand on part de 30 % n'a pas la même signification que quand le score de départ est de 15 %. Or les scores du PC en Bretagne sont — Côtes-du-Nord exceptées — nettement inférieurs à la moyenne française et ils ont baissé, en proportion, davantage, que l'on prenne comme référence les législatives de 78 ou les Européennes.

Par rapport à 78, par exemple, le pourcentage du PC en Ille et Vilaine perd 21,7 %, en Loire-Atlantique 23 %, dans les Côtes du Nord 26,8 %, dans le Morbi-

han 27 % et dans le Finistère 34,3 %.

Là encore le calque sur la situation française, ne donne pas une bonne coïncidence. A l'évidence, les thèmes électoraux et les positions récentes du PC ont moins qu'ailleurs été adaptés à la situation bretonne. L'effet Plogoff est évident: le PC perd d'autant plus qu'on se rapproche du Finistère, et à l'intérieur de ce département les pertes sont d'autant plus nettes qu'on est proche du Cap Sizun. A Quimper, dans les ports bigoudens, il y a véritablement hémorragie et à Douarnenez, première ville de France à s'être donné un maire communiste, et où la mairie appartient encore au PC, le score n'est que de 12 % et Giscard l'emporte au second tour.

Les bastions traditionnels du PC se sont transformés en réduits. Dans le Centre-Bretagne, seuls Callac, Maël-Carhaix et Rostrenen mettent Marchais en tête. Ailleurs, l'équilibre à l'intérieur de la gauche s'est inversé, comme à Carhaix, ou à Lanester et Hennebont.

Le double mouvement de ces présidentielles — gain global de la gauche et à l'intérieur de celle-ci repli du PCF — est donc considérablement amplifié en Bretagne.

Et à droite ?

Sur les trente-trois députés que la Bretagne envoie à Paris, 27 sont de droite. Les étiquettes parfois fluctuantes empêchant de suivre parfaitement les reclassements, mais il est clair que la Bretagne traditionnelle démocrate-chrétienne a fait plus nettement confiance à Chirac et aux gaullistes. Les haillons du giscardisme ne drapent plus grand monde et le retour de certains notables, qu'on présentait comme inexorable, est aujourd'hui stoppé. Quimper l'une des deux seules villes bretonnes de plus de 30.000 habitants à être restées à droite après les municipales de 77 a nettement voté Mitterrand. Brest, où l'on disait la municipalité de gauche en danger a voté Mitterrand avec 2400 voix d'avance. A Rennes, à Nantes, l'ancrage de la gauche est maintenant consolidé.

Les petits...

Debré et Giscard n'ont pas trouvé chez nous plus d'échos qu'ailleurs (nous sommes donc bien sortis de l'obscurantisme...) mais Lalonde et Bouchardeau font des scores supérieurs à leur moyenne. H. Bouchardeau réalisant même en Finistère son meilleur chiffre. Quant aux voix captées par B. Lalonde au premier tour, elles sont en très grande majorité allées à la gauche au second.

Pour l'UDB, l'impact de sa position d'abstention ou de vote blanc au premier tour est difficilement mesurable. Ce qui est certain, c'est que la position claire des autonomistes au second tour a contribué aux progrès remarquables de la gauche en Bretagne.

Reste — et ce n'est pas le plus facile — à conforter la position et la diversité de la gauche lors des législatives. Chaque composante — socialiste, communiste, autonomiste — a sa pierre à apporter: aucune n'est de trop.

Jean Guéguénat.

LE FASCISME BRETON EXISTE... ET IL COGNE

A intervalles réguliers, la droite nationaliste bretonne a des résurgences. En général, il ne s'agit que de feux de paille qui se consomment le temps de quelques communiqués ou du « bom-bage » provocateur de deux ou trois murs. Elles ont tout juste le temps d'alimenter les conversations dans les bistrotts spécialisés et de provoquer quelques amalgames, puis reviennent au néant.

Strollad Pobl Vreizh, S.P.V., semble décidé à aller plus loin: employer les méthodes fascistes pour étayer des positions qui ne le sont pas moins. C'est ainsi qu'un militant de l'UDB a été agressé à son domicile, par un militant de SPV, Patrick Brizay, débarqué en droite ligne de l'extrême droite parisienne. Le militant UDB a pu photographier le véhicule de ses agresseurs, que nous avons identifié comme étant la voiture de travail de Jacques Denis, ancien membre d'Ordre Nouveau...

Jacques Denis est également un des FLB jugés en 1979. On sait que la présence d'éléments de droite ou d'extrême-droite au sein du FLB a été un facteur important, à une certaine époque, dans la chute des comités anti-répression.

Jacques Denis ne cache pas que ses convictions bretonnes sont liées à l'établissement d'un ordre nouveau européen. Ses relations avec « Vlaamse Militair Orde » (V.M.O. Flamand) sont connues. V.M.O. mouvement néo-nazi vient récemment d'effectuer un rapprochement avec d'autres mouvements similaires tels « La Colonne 88 » britannique et l'UVF (Ulster Volunteer Force), mouvement extrémiste protestant en Irlande du Nord, dont plusieurs membres ont été inculpés de l'assassinat de John Tumly, républicain irlandais. Pendant ce même temps de la fraternisation, deux militants républicains étaient encore assassinés, Ronnie Bunting, de l'IRSP et Noël Uitle, membre du « Red Republican Party ».

Chaque début juillet, Jacques Denis se rend au grand rassemblement nazi de Dixmude, en Flandre. Sous prétexte d'assister à une fête des minorités nationales, il entraîne avec lui et quelques autres des militants bretons non avertis: ceux qui, au retour, demandent des comptes sont l'objet de menaces.

Jacques Denis et quelques acolytes noyautent aujourd'hui SPV...

La lutte pour l'amnistie des détenus politiques bretons entre peut-être aujourd'hui dans sa dernière ligne droite avec la venue au pouvoir de F. Mitterrand. C'est précisément ce moment que les fascistes bretons choisissent pour se faire remarquer! On voudrait saboter le contenu de la future loi d'amnistie qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Pourtant, la sincérité des dix-neuf Bretons actuellement en prison est claire, comme est claire l'erreur politique qu'ils ont commise en pratiquant une action violente ultra-minoritaire. Beaucoup, d'ailleurs, le reconnaissent aujourd'hui.

Raison de plus pour isoler les petits fascistes de l'extrême droite bretonne, qui par ailleurs, ne manquent pas d'insolence: on en a vu le samedi 9 mai, à Brest, participer à une manifestation à la mémoire de Bobby Sands! Quand on sait le type de liens qu'ils tentent de nouer, on a le droit de se demander quel rôle ils jouent, et pour qui, en Bretagne.

□

L'A.N.P.E. EN QUESTION

Depuis six mois, un groupe de jeunes de la région de Brest s'est attelé à un travail réputé impossible: organiser les chômeurs. Le chômage, c'est par définition un état transitoire; on cherche avant tout à y échapper, et la débrouillardise individuelle est la règle générale.

Alors, se regrouper? Essayer de lutter ensemble? D'autres s'y sont cassé les dents... Partant, appuyés par la CFDT, une douzaine de jeunes Brestois, ont entrepris depuis décembre un travail très intéressant, en particulier auprès de leur interlocuteur privilégié, l'ANPE...

Interlocuteur? C'est de moins en moins vrai... L'agence, créée au départ pour établir un lien entre les gens à la recherche d'un emploi et ceux qui étaient susceptibles de leur en offrir un, vire peu à peu au seul service des seconds. Ce ne sont pas les exemples qui manquent, ce n'est peut-être pas la bonne volonté non plus mais paradoxalement les ANPE manquent... de personnel!

Ainsi, quand un demandeur d'emploi se présente, on n'a plus la possibilité de rechercher avec lui un éventail de ses possibilités de travail, dans sa spécialité, bien sûr, mais aussi dans des domaines voisins où il pourrait également trouver à s'employer. On le classe, on le fiche, le voilà livré à la mécanique. Les «conseillers professionnels» n'ont guère le temps que de s'occuper des cas les plus intéressants, dans la pratique ceux des cadres. Pour les autres, on ne retient qu'une seule qualification (et encore!); ce qui aboutit à une super-spécialisation, et enferme certains jeunes dans le choix inacceptable: ou rester au chômage, ou trouver du travail dans cette spécialité étroite... mais ailleurs!

Il semblerait même qu'il y ait, de la part de l'ANPE, une sélection des annonces. L'ANPE fait une pré-sélection, qui théoriquement ne dépasse pas les critères demandés par les patrons, mais dans les faits lui est au moins équivalente. En réalité, l'Agence n'a aucun moyen de vérifier les qualifica-

tions, comme elle n'a pas les moyens non plus d'actualiser parfaitement ses fichiers; c'est à la bonne volonté du patronat, là encore. Si un poste est attribué, il reste parfois longtemps encore au fichier et il arrive que plusieurs postulants se présentent par la suite. Rien n'empêche alors le patron de remplacer discrètement quelqu'un quelques jours après son embauche...

Autre grief, et grief majeur: l'ANPE est pour les agences d'interim un moyen de se constituer un fichier parallèle... Des chômeurs ont ainsi été convoqués pour un emploi (avec les conséquences habituelles en cas de non-réponse, c'est-à-dire la suspension des aides) pour se retrouver dans une agence d'interim qui n'avait rien d'autre à leur proposer que de figurer sur ses fichiers.

Devant ce qui frise l'escroquerie, l'ANPE prétend vérifier, mais n'en a pas non plus les moyens. Guère étonnant quand on sait qu'elle doit se battre pour avoir des timbres et que des chômeurs ont déjà dû payer des taxes, leur correspondance en provenance de l'agence n'étant pas assez affranchie!

L'ANPE aurait bien du mal, en aurait-elle la volonté, à résister aux pressions: elles sont parfois parfaitement anormales. C'est ainsi que deux personnes employées par EDF ont eu accès aux dossiers de l'ANPE sur Brest. Des chômeurs ont été convoqués dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'une offre d'emploi, c'est-à-dire avec la menace de suspension des aides en cas de non réponse, pour un simple sondage où leurs furent posées successivement quatre questions:

1. Êtes-vous toujours demandeur d'emploi?
2. Accepterez-vous de travailler en déplacement?
3. Accepteriez-vous de travailler sur un grand chantier?
4. Accepteriez-vous du travail sur Plogoff?

Un rôle à l'abandon

Son rôle d'orientation, l'ANPE le laisse de plus en plus à l'écart pour jouer l'assistance ou la dissuasion «Ne vous inscrivez pas!» C'est le conseil presque unanimement donné à ceux qui ne seront pas par leur situation, indemnisés: jeunes, femmes qui veulent reprendre un travail. C'est un conseil qui est souvent suivi et qui permet de faire disparaître 100.000 chômeurs des statistiques. D'autant qu'on croit assez peu aux ressources de l'ANPE pour trouver du travail: dans un sondage fait auprès des inscrits à l'ANPE par le groupe des jeunes chômeurs de la CFDT, on constate qu'il n'y a pas grande illusion sur le sujet: 60% pensent qu'ils ne trouveront pas de travail par le biais de l'ANPE.

Instrument qui passe de plus en plus au service du patronat, l'ANPE fait l'objet de projets qui visent encore à accentuer ce caractère. On parle d'une réorganisation sur un profil plus commercial, au service plus grand encore des employeurs, la marchandise à placer étant les chômeurs. Les placiers seraient d'ailleurs intéressés au bénéfice!

A la veille du 10 mai, tout était en place, ici comme ailleurs pour une telle privatisation. L'élection de Mitterrand, tout le monde l'espère, va couper court à ces projets. C'est en tous cas le souhait de la dynamique équipe brestoise, qui se bat pour les 9568 demandeurs d'emploi (janvier 80) de la région brestoise. Et aussi pour tous ceux qui n'ont même plus le courage de s'inscrire...

J.G.

Le comité de chômeurs CFDT de Brest tient une permanence tous les mardis de 10 h à 12 h et tous les jeudis de 14 h 30 à 16 h 30 dans les locaux de la CFDT, rue de l'Observatoire, afin d'informer les demandeurs d'emploi sur leurs droits.



UN PROJET A ÉLIMINER AU PLUS VITE :

LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Le dernier maillon d'un ensemble de rapports et de décisions allant tous dans le même sens, celui de la restructuration capitaliste: c'est ainsi qu'apparaît le projet de loi-cadre sur «le développement des collectivités locales». Il n'est en effet compréhensible que si l'on a bien compris le contenu d'un ensemble de propositions qui ont noms: rapport Nora sur la gestion des entreprises publiques, rapport Rippert sur la poste, rapport Guillaumat sur les transports terrestres et rapport Nora-Minc sur l'informatisation.

A travers tous ces rapports, une même philosophie: trouver à la crise une issue capitaliste...

Diminuer le rôle du secteur public

Le CNPF déclare: «l'Administration est la plus grande entreprise en France, l'Etat contrôle une part trop importante de la valeur ajoutée et accapare, aux fins d'une redistribution mal assurée, 40 % de la production intérieure brute. Il faut bloquer ce taux, donc exiger une grande rigueur dans la gestion des services publics».

Dans le même temps, le gouvernement cherche des économies touchant d'abord les équipements collectifs et les subventions de toutes natures versées aux entreprises publiques.

Aiguillonnée par les propositions chiraquiennes qui vont dans le même sens, avec une démagogie plus appuyée encore, l'alliance patronat-pouvoir s'accroît pour marginaliser le service public.

La volonté de réduire le poids des entreprises et services publics se retrouve sur un terrain plus directement politique, pour limiter l'emprise syndicale. D'où les campagnes de sensibilisation sur les «privilégiés», campagne usagers contre travailleurs du service public, développement des arguments sur la rigidité et la sclérose du statut pour développer l'embauche de contractuels.

Le rôle du secteur public, dans l'esprit général de ces divers rapports, se réduit donc à un appoint, ou plutôt un appui pour les juteuses restructurations industrielles.

Ainsi, le 8^e plan retient six projets pilotes

pour que les grandes entreprises privées puissent jouer un rôle dans un marché déblayé:

— Les économies d'énergie et les énergies nouvelles; les circuits intégrés; la télématique; les transports collectifs et la régularisation du trafic urbain; les industries spatiales; l'exploitation des océans.

On peut y ajouter le développement des centrales nucléaires, déjà prévu dans les plans précédents.

Le secteur public, par ses commandes et ses recherches est une base d'appui indispensable. Mais pour passer plus de commandes, il faut réduire d'autres dépenses et c'est là l'objet de la réforme des collectivités locales, et de celles en cours dans la fonction publique...

Pour justifier sa réforme le pouvoir avance comme argument le spectre de l'état bureaucratique. L'objectif est théoriquement de décentraliser la société actuelle. En réalité, c'est la mise en place, parallèlement,

OBERTHUR A RENNES :

Manœuvres pour un dégraissage

Le 23 mars dernier, la bombe est tombée à Rennes. Oberthur a déposé son bilan: 950 emplois sont concernés. Mais avec les familles et les sous-traitants, la vieille imprimerie rennaise fait vivre environ 5000 personnes. Et elle se place parmi les 10 plus importantes imprimeries françaises.

Coup monté ? Le jeu du secret

Le plus curieux dans cette affaire c'est que personne ne sait rien. Ce qui est la meilleure façon d'accréditer l'hypothèse d'un coup monté. La direction affirme que devant les difficultés de l'entreprise, elle n'avait d'autres solutions que le dépôt de bilan (mais ni les origines, ni les structures du déficit ne sont bien claires). Les pouvoirs publics (les pauvres) sont en quête d'explication. Les banques ne disent rien. **Mais c'est bien le pool bancaire qui assure la trésorerie de la société qui a décidé de ne pas consentir, aux vues de l'exercice 80, le prêt de campagne** (sorte d'avance de trésorerie) **qu'il lui accorde habituellement.** Le secteur bancaire a-t-il une idée en tête ? On peut le penser si on ajoute que le tribunal de commerce, pour accorder le règlement judiciaire suggère la chose suivante: «N'est-il pas logique d'envisager le transfert des acti-

vités vers des zones industrielles mieux adaptées et par conséquent de dégager de très importantes plus values sur les terrains de la rue de Paris en raison de leur emplacement au cœur d'un quartier résidentiel central ?»

Tiens, tiens ! Opération financière juteuse contre emploi des bretons, voilà un choix libéral avancé, que nous avons bien connu et, entre les deux, pourquoi voulez-vous que les banques hésitent ?

Ajoutons enfin que le sieur Giraud, ex-ministre de l'Industrie, visitait le 7 avril à Châteaubourg (distant de 20 km), une usine dont on vante la réussite, poursuivait sa ballade de prestige à Rennes au milieu des patrons, mais se refusait à rencontrer le personnel d'Oberthur et déclarait avec nonchalance que «toutes les industries ont un avenir pour peu qu'elles restent performantes». Voilà qui ressemble à une prise de position. Pas au courant le gouvernement sortant ? Allons donc ! Nous avons donc tous les ingrédients habituels de la façon dont les milieux capitalistes et ce gouvernement qui en était l'émanation jouent avec leurs intérêts au détriment des travailleurs.

Une possible viabilité

Cela permet à la CGT de rejeter toute idée de fatalité, de succession de diffi-

cultés mais bien de parler de **nouvelle tentative de liquidation partielle** de l'entreprise. La crise de 1975 s'était déjà accompagnée d'un dégraissage ramenant le personnel de 1300 à 950. La firme qui partage son activité en 3 branches: labeur, édition, fiduciaire, est particulièrement au point dans ce dernier secteur (qui dépend de l'état pour les commandes). La CGT accuse la direction d'avoir toujours délaissé la branche labeur, créatrice d'emplois. Alors, ce dépôt de bilan peut apparaître comme une menace pour mieux faire admettre le seul sauvetage, du fiduciaire et un nouveau dégraissage. Pourtant, l'entreprise a montré ses capacités à redresser une situation en apurant depuis 75 un passif de 3,7 milliards de centimes, en investissant 5 milliards, en réalisant en 80 (malgré une sous-activité) un chiffre d'affaires de 16 milliards. Pour peu qu'on le veuille, une telle entreprise est viable.

En ce qui concerne l'information faite autour de ce conflit, signalons enfin que la journée portes ouvertes organisée par la CGT, pour sensibiliser les Rennais aux problèmes de l'imprimerie, a été un succès extraordinaire, puisque 15.000 personnes ont répondu à l'invitation.

Gérard Provost.

d'un réseau de communication télé-informatique. C'est le redéploiement dans l'espace géographique avec une super concentration de données à Paris, grâce à l'informatique.

Cette autonomie de gestion des services publics, décentralisés se traduit avec la politique du pouvoir, par une mise en concurrence du secteur public avec les grandes sociétés.

Dans cette concurrence, le secteur public est forcément perdant puisqu'il doit assurer les services non-rentables, que délaisse le privé. Ou alors le secteur public réagira en se reniant: en fermant les lignes SNCF, en supprimant des classes, en fermant les bureaux de poste...

Un projet dangereux

C'est dans ce contexte qu'intervient le projet de réforme des collectivités locales.

Dans ses aspects économiques il reprend pour l'essentiel les orientations libérales en affirmant les limites imposées aux collectivités locales. Dans cette logique, la privatisation de secteurs entiers se développe: pompes funèbres, distribution de l'eau potable, ramassage des ordures ménagères, entretien des parcs et jardins, abattoirs.

Dans ses aspects institutionnels, on constate que l'hyper centralisation des fonctions de l'Etat dans tous les domaines ne convient plus aux besoins du grand capital. Aujourd'hui il lui faut une sélection plus rigoureuse entre ses propres besoins et ceux découlant du caractère social de la population qu'il a lui-même développée. Il s'agit bien de rationaliser les structures administratives en désencombrant l'état de certains services et en dégageant l'Etat de certaines tâches et responsabilités.

Cela se traduit par un nouveau partage du «capital social» entre les groupes dominants. Comment?

En diminuant au maximum les avantages sociaux, en les remplaçant le plus possible par des mesures d'assistance individuelle d'où l'intérêt électoral n'est pas absent, et en les confiant aux finances locales. En trouvant pour soutenir les PME en difficulté croissante d'autres formes de soutien que celles émanant de l'Etat. En faisant aussi jouer aux collectivités locales le rôle de tampon du mécontentement populaire afin d'éviter autant que faire se peut au pouvoir central d'être directement mis en cause.

La loi-cadre c'est donc en quelque sorte un contrat de programme entre l'Etat et les collectivités locales, où ceux qui gèrent bien, dépensent peu, font appel à l'initiative privée, seront récompensés. Une part importante des besoins sociaux doit être assurée de telle sorte qu'elle ne mette pas en cause les moyens que l'Etat doit consacrer à quelques tâches essentielles au profit du grand capital. Il s'agit aussi de rattraper sur le terrain de la loi ou du décret ainsi que sur le terrain de l'obligation de gestion rigoureuse, ce qui a été perdu sur le terrain politique (les maires de gauche).

La région est sacrifiée dans le but de «revaloriser» le département et de «donner» du pouvoir aux communes. Mais donner plus de pouvoir aux départements et aux communes consiste en réalité à mettre les finances de ces collectivités locales au service de la restructuration...

Une nouvelle centralisation

Dans l'exposé général des motifs les 3 principes proclamés en introduction par le gouvernement éclairent sa démarche:

— «Les communes et les départements sont les collectivités de base de la démocratie. Elles concourent, avec l'Etat, à l'administration de la France».

— «Le partage des compétences est clairement défini afin d'éviter tout conflit d'attribution entre l'Etat, les départements et les communes».

— «Les communes et les départements

définissent librement dans le cadre des lois et pour les compétences qui leur sont propres, la nature, l'importance et la qualité des services offerts à leurs habitants».

En aucun cas, on ne reconnaît que le partage des compétences puisse entraîner une intervention quelconque des collectivités locales dans la politique générale du gouvernement. Ceci est d'ailleurs clairement exprimé, à plusieurs reprises: «Il faut un Etat fort, capable de relever les défis du monde moderne. L'Etat doit donc transférer aux collectivités locales, les compétences qui peuvent être assumées à l'échelon local...».

Le développement des principes posés par le gouvernement s'articule dans le projet autour de six parties:

1) Les contrôles de l'état

«Les collectivités locales assumeront la responsabilité financière de leurs décisions, y compris les conséquences d'une éventuelle gestion défectueuse». Si les délibérations, les conseils municipaux sont exécutoires dès leur publication, le préfet garde la maîtrise pour les délibérations à caractère financier!

Un nouveau contrôle financier est mis en place: les collectivités peuvent aménager leur fiscalité mais la taxe professionnelle payée par les entreprises est plafonnée, ce qui revient à aggraver la part payée par les travailleurs, (taxe d'habitation).

Une dotation globale d'équipement se substituera peu à peu à toutes les subventions particulières et sectorielles (voirie, adduction d'eau, écoles, équipements sportifs...). Le mécanisme très complexe de sa répartition permet à l'Etat d'inciter les communes à aggraver la pression fiscale.

En fait, un ensemble de règles nouvelles combinées entre elles, renforce au lieu d'alléger le contrôle budgétaire sur les communes. On constate donc que l'encadrement des communes par l'Etat prend un contenu politique fort. Sous les apparences de la liberté se multiplient les contraintes financières globales qui obligent les communes à une gestion se rapprochant des vues du pou-

NINO PILLIN

142 rue de PARIS BREST 02.24.83

Pavillons résidentiels

Appartements résidentiels



ARGENTRÉ
 environné de jardins publics et privés
 près écoles Croix-Rouge, Kérichen

BELVEDERE
 ouvrant sur le goulet de la rade,
 près centre-ville, proximité école Ker-Stears

LES FAUVETTES
 30 rue Alsace Lorraine
 près commerces, écoles, C.E.S...

voir et du patronat.

2) Répartition et exercice des compétences

Le projet de loi se propose d'engager un processus qui doit aboutir à confier aux collectivités locales le soin d'administrer la vie quotidienne et à l'Etat les grandes tâches nationales : affaires étrangères, justice, sécurité, ainsi que la responsabilité des politiques nationales économiques et sociales.

L'action mutuelle de l'Etat et des collectivités est niée. Il s'agit d'une action unilatérale, n'accordant à la démocratie locale que le droit de gérer les conséquences d'une politique définie sans son concours. C'est un centralisme nouveau où l'action politique plus directe et aussi autoritaire du pouvoir central tend à remplacer la contrainte administrative difficile à maîtriser et jugée trop neutre dans le cadre de la crise actuelle. Comme il est dit clairement : « l'Etat ne supportera plus les charges dépendant d'initiatives locales ».

3) Statut des élus locaux

Les journaux, la télévision, ont fait croire que la réforme se réduisait aux seules mesures suivantes, qui en effet, améliorent la situation des élus :

Autorisation d'absence, indemnisation des fonctions municipales, possibilité d'exercer les fonctions de maire à temps complet dans les grandes villes vont en effet dans le sens d'une plus grande participation populaire à la gestion locale, mais aussi à la gestion de ce que l'Etat voudra bien rétrocéder en matière de démocratie locale. On croirait un avatar nouveau de la vieille « participation » chère aux gaullistes !...

4) Statut du personnel

L'exposé des motifs indique que l'ensemble des mesures dites de revalorisation est centré sur deux axes :

Le développement des carrières intercommunales et une plus grande liberté aux maires pour créer des emplois.

On constate que la revalorisation des niveaux mêmes des emplois, rémunérations, classification, est écartée alors que c'est un élément essentiel de toute amélioration.

L'éclatement du statut

La création de types d'agents communaux est prévu avec division par catégories



Dessin de Couriou

et par corps (Etat, département, commune). C'est l'éclatement du statut et la porte ouverte à toutes les inégalités, à autant de traitements que de communes et d'agents communaux. De plus, la radiation de la liste d'aptitude au premier refus permet l'organisation autoritaire de la mobilité. Le licenciement pour « raison de service » des secrétaires généraux contractuels supprime la garantie d'emploi et de libertés philosophiques.

Par certains côtés, le projet vise à intégrer l'encadrement supérieur communal dans la fonction publique pour mieux la contrôler.

Les modifications apportées aux structures et aux missions des services se répercutent sur la situation des personnels, sur les effectifs et sur les statuts. Les transferts de services entraîneront des transferts de personnels. Cette question a été clairement confirmée par le ministre aux syndicats, au cours d'une audience. Les agents de l'Etat, pourront être détachés des directions départementales dans les collectivités locales où ils pourront être titularisés. C'est ainsi que l'on pourra peu à peu, vider la fonction publique de ses effectifs et porter le coup de grâce aux garanties contenues dans le statut général des fonctionnaires.

A partir d'une réforme des collectivités locales, il s'agit à la fois d'un démantèlement des administrations et d'une remise en cause, de la fonction publique, du démantèlement du statut général des fonctionnaires. Les deux derniers axes : **Coopération inter-**

communale, et information et participation dans la vie locale appellent moins de commentaires. La possibilité de consulter la population par référendum y est indiquée. Il peut être organisé sur des affaires relevant de la compétence de la commune, sauf le budget !

Conclusion

Par touches plus ou moins grandes, la réforme est en cours d'application. Le gouvernement manœuvre avec habileté et ne s'enfonce pas dans un schéma rigide. Il prévoit plusieurs délais de mise en œuvre : l'immédiat, les trois ans, les dix ans en se réservant la possibilité de compléter, de modifier la loi par des décrets ou des arrêtés. De plus par certains côtés, mais en apparence seulement, il prend en compte dans son projet des aspirations, revendications ou besoins.

Le projet gouvernemental de réforme des collectivités locales pose le problème d'un choix de société, de la démocratie. Ce n'est pas un projet machiavélique mais simplement un système qui s'exprime au grand jour, aboutissant bientôt à la mise au pas des travailleurs et à la suppression des acquis des conquêtes des travailleurs.

Ce projet est non amendable et à rejeter en bloc, la lutte contre ce projet est l'affaire de tous et non des seuls personnels communaux...

Martial Catherine.

tous les événements heureux

Jean Alain Froust

— IMPRIMEUR —

11, RUE DE LA FRATERNITÉ LESNEVEN

Tél. 83.00.77

Librairie JEAN-JAURÈS

170, rue Jean-Jaurès
29200 BREST - Tél. 44.61.56

PAPETERIE - LOISIRS EDUCATIFS
LIBRAIRIE GENERALE - CLASSIQUE

keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
Tél. : (98) 95.45.82

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES



Seznec-Merlet

Maison fondée en 1869

PRÊT-A-PORTER - COUTURE

1 & 3, RUE KÉRÉON
29000 QUIMPER
Téléphone : 95.15.72

Le problème breton

DE BREST



A NANTES

Chez Promodes, 15 jours de lutte contre les bas salaires

Le patronat ne désarme pas dans la région brestoise, après la grève des AFO due à l'hypercentralisation des pouvoirs de décision à Paris, voici à nouveau l'entrée en lice d'une multinationale «Continent» dans le conflit Promodes. Anciennement l'Économie Bretonne, Promodes organisme de distribution a connu du 16 avril au 2 mai une grève totale de ses 350 employés avec occupation des locaux pour le maintien du pouvoir d'achat par l'indexation des salaires sur l'indice INSEE. La direction parisienne refusait de négocier sur les salaires de crainte que les améliorations apportées sur le plan brestois ne soient élargies aux autres entreprises du groupe. Pourtant, les salaires pratiqués ne sont pas une grosse charge pour ce patronat de choc : 3500 F brut mensuel en moyenne.

Après quinze jours de grève, les salariés ont repris le travail après avoir obtenu des augmentations de l'ordre de 4% pour les catégories les moins rémunérées.

Concarneau, 91 ouvrières au chômage

Concarneau vient de perdre une nouvelle conserverie, l'usine Basset a fermé ses portes entraînant la mise au chômage de ses 91 employées. En moins de 30 ans, la ville a enregistré la fermeture de 24 conserveries, soit environ 2000 emplois perdus pour la région. Le directeur a décidé de placer son personnel en congé annuel dès la cessation d'activité, les ouvrières connaîtront donc ainsi le début de chômage à la fin du mois d'août après l'écoulement des deux mois de préavis.

La CGT a décidé de refuser les licenciements et d'occuper l'usine pendant les congés pour préserver l'outil de travail et exiger la reprise de l'activité.

Le Pellerin : Local EDF muré

Après l'acquisition il y a quelques semaines d'une ancienne épicerie par la mission d'aménagement du Pellerin pour y installer un centre d'information sur la centrale, une centaine d'opposants au projet se sont rassemblés devant le local EDF et ont muré portes et fenêtres.

Une manière d'attendre dans la détermination la décision du nouveau gouvernement.

Keryvon : Les vendeurs-livreurs en grève

Depuis le 11 mai 19 vendeurs de la Société Keryvon spécialisée dans le marché des produits surgelés, mènent une grève totale pour obtenir un réajustement de leurs commissions et une amélioration des indemnités de frais de route. Les négociations restent bloquées, la direction proposant une majoration du pourcentage sur un supplément du chiffre d'affaires réalisé sur l'année écoulée, ce qui signifie pour le syndicat CFDT représentant les grévistes que ceux qui n'augmenteront pas leurs ventes conserveront le même salaire. Une prime à la rentabilité que dénoncent les grévistes pour une meilleure ambiance de travail dans l'entreprise.

Grève dans la construction

Les syndicats CGT et CFDT de la Construction de Loire-Atlantique attendaient des résultats de la tenue des commissions paritaires à la fin du mois de mars. Les négociations n'ont rien apporté ni dans le bâtiment ni dans les Travaux publics. Aussi comme ils l'avaient annoncé la CGT et la CFDT ont appelé l'ensemble des travailleurs de ce secteur, environ 30.000 personnes, à observer une

grève de vingt quatre heures le lundi 25 mai.

Au cours d'une conférence de presse l'intersyndicale a dénoncé l'intransigeance du patronat pendant les négociations alors que par exemple, les salaires des ouvriers du bâtiment sont loin de suivre le coût de la vie avec une augmentation de 4,5% de janvier à octobre.

25.000 emplois nouveaux dans le pays de Redon, un objectif possible pour la CFDT

Particulièrement touché par le chômage, le pays de Redon voit sa population active régresser régulièrement : de 10.000 en janvier 1980, elle est passée à 9600 en janvier dernier. Selon la CFDT ce phénomène est dû au départ des travailleurs licenciés vers d'autres régions et à l'absence de débouchés pour les jeunes en quête de leur premier emploi.

Aussi la CFDT propose de résorber ce chômage par la création de 2500 emplois grâce à la réduction de la durée du travail et l'avancement de l'âge de la retraite. Le syndicat propose d'autre part des créations d'emplois dans des secteurs délaissés comme les transports en commun, les crèches et le secteur hospitalier.

17 mai à la Trinité-sur-Mer : barrage des ostréiculteurs pour empêcher le départ du trophée des multicoques.



Yvon Boëlle

Yvon Boëlle

PROJET SOCIALISTE POUR LA BRETAGNE

DES ESPOIRS A PRÉCISER

Dans le projet socialiste pour la Bretagne, un mot revient souvent: autre. Que ce soit dans le domaine économique, social, éducatif, culturel, les mesures préconisées par les socialistes bretons sont placées sous le signe de l'ouverture. Dans les lignes qui suivent, l'Union Démocratique Bretonne rend compte de certains points de ce projet en y apportant ses commentaires. Parfois réservés et critiques, l'UDB restant fidèle à ce qui a fait — et fait toujours — son originalité: celle d'un parti, possédant son Programme Démocratique Breton, qui lutte pour l'autonomie socialiste en Bretagne.

MER : ce qui peut changer

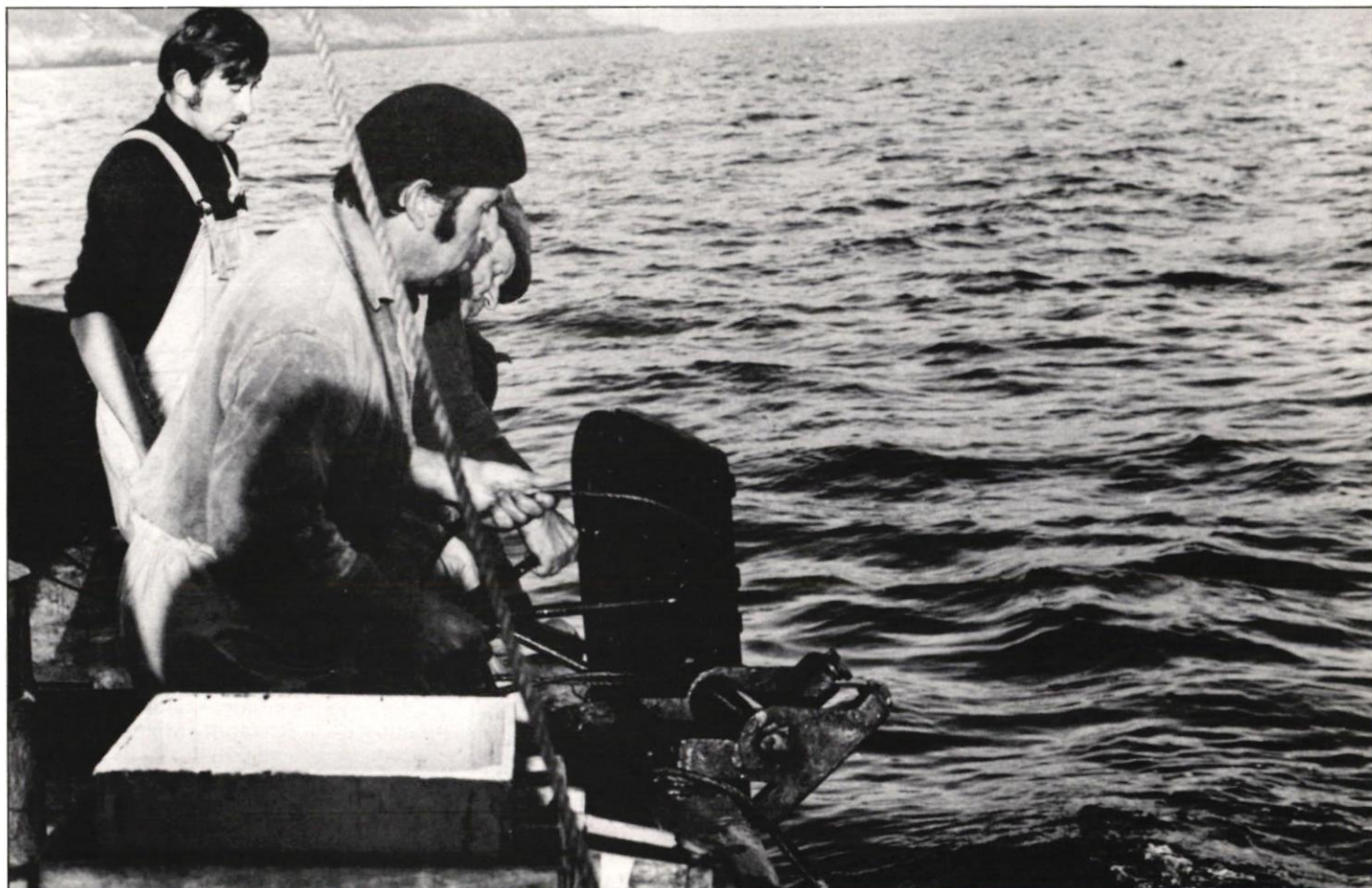
La grève des pêcheurs de l'été 80 aura au moins contribué à un résultat que nous avions pressenti à l'époque: il n'a pas été possible, lors de la campagne électorale, d'occulter leurs problèmes et de façon plus générale, il y a eu une amorce de débat sur la politique maritime, la question ayant même été évoquée lors de la rencontre télévisée Mitterrand-Giscard. A ce sujet, il serait facile de déclarer d'emblée, «Il n'y connaît rien, rien ne bougera», à propos d'une erreur de taille de François Mitterrand, s'inquiétant des répercussions de l'entrée de l'Espagne dans la CEE sur la concurrence en Méditerranée, alors que celle-ci se porterait bien entendu dans le Golfe de Gascogne et qu'on ne peut ignorer que d'ores et déjà, par leur

implantation en Irlande, les trusts espagnols figurent parmi les mieux placés pour bénéficier d'accords communautaires, que l'Espagne fasse ou non partie de la CEE. Mitterrand n'est pas marin, bon, on le sait. Mais il n'est pas seul non plus et il a affirmé sa volonté de promouvoir une grande politique maritime. La volonté politique, tout simplement, dans ce domaine, ce serait un élément tout à fait nouveau. Alors, comment cela va-t-il se traduire dans les structures, au commerce, à la pêche?

La volonté d'une assemblée

Un ministère de la mer a été créé et confié à Louis Le Penec.

Sous Giscard, on a vu qu'un ministère pouvait servir à la liquidation d'un secteur d'activités; pourtant, dans un premier temps du moins, une telle structure serait intéressante; elle pourrait conduire à une démilitarisation de l'administration civile des Affaires maritimes (encore qu'il n'y ait rien là d'automatique et il n'en a absolument pas été question jusqu'ici) elle permettrait qu'une haute responsabilité gouvernementale procède à l'investigation des problèmes, à la concertation avec les partenaires sociaux, mette en œuvre les mesures concrètes annoncées par les socialistes. Mais la véritable clé du problème de structures se trouve pour nous dans les attributions qui seront celles de l'assemblée bretonne élue au suffrage universel, car seule elle pourra avoir la volonté politique de promouvoir une économie maritime: lorsqu'il n'y avait



qu'une poignée de députés pour débattre du budget de la marine marchande, ceux de gauche étaient aussi absents que ceux de droite.

En ce qui concerne la flotte marchande, l'élément le plus intéressant est la volonté de lutter contre les pavillons de complaisance. Ceci aurait pour intérêt de relancer l'emploi, mieux garantir la sécurité et assurer aux marins un statut social en progression. Logiquement, cela devrait conduire à une opposition aux armements « mer lointaine », véritable mise en œuvre d'un pavillon français de complaisance. Mitterrand a fixé dans ce domaine des objectifs ambitieux : plus de 45% des échanges en valeur sous pavillon français, aides à la



Yves Quentel

construction assorties d'un engagement de maintien sous pavillon, relance de la compagnie nationale CGM que le gouvernement précédent avait considérablement affaiblie, notamment en laissant passer des bateaux sous pavillon de complaisance.

Côté pêche, il ne semble pas qu'il y ait, à moins que de larges pouvoirs soient conférés à l'Assemblée Bretonne, de rupture très nette par rapport à ce qui se faisait précédemment. « Il est essentiel pour la survie des pêches françaises que soit enfin concrètement mis en œuvre le principe d'accès non discriminatoire de tous les pêcheurs de la communauté aux eaux communautaires » (réponse au Marin, 8 mai 81). C'est donc toujours de Bruxelles qu'on attend les solutions. Mais ce qui est nouveau et important c'est dans la déclaration de Lorient du 14 mars, la garantie donnée aux pêcheurs « de toutes les conséquences financières qui pourraient résulter des poursuites qui risqueraient d'être engagées par les autorités britanniques sur la base des législations que ces dernières auraient édictées de façon unilatérale ». Cette fermeté indique clairement que l'on ne se résigne pas, comme c'était le cas précédemment, à abandonner dans le cadre de l'Europe les ressources de la pêche à la Grande-Bretagne et à l'Irlande. Par ailleurs, les socialistes prévoient l'instauration d'un gazole pêche (par quel biais ?), un plan pluriannuel de financement de la flotte de pêche (sans chiffrage), une réduction du déficit de la balance commerciale avec contrôle des importations de pays tiers.

Une contradiction évidente

Dans le domaine des cultures marines, l'essentiel est la volonté affirmée, en rupture avec ce qui se faisait ces derniers temps, de donner la priorité à la profession, à l'exploitation familiale, contre la spéculation, ceci par un statut

de l'exploitation artisanale.

Les socialistes bretons parlent aussi du développement des ports, par une adaptation « à l'évolution des caractères économiques de l'arrière pays ». Rien de très nouveau : liaison à l'agro-alimentaire, trafic transmanche par St-Malo et Roscoff, station-service de l'Atlantique à Brest, méthane à Montoir. Rien surtout, sur la façon de prendre les décisions concernant ces ports. Et au passage, une remarque : les socialistes, dans les ports à développer, parlent du Légué, ce qui semblerait indiquer l'abandon de l'idée d'un port en eau profonde dans le Trégor.

En définitive, les projets les plus concrets concernent les conditions de vie et de travail des gens de mers : rattrapage des retraites, pension complète à 50 ans, garantie de prix au débarquement pour les pêcheurs, pour ceux-ci encore, négociation d'une convention collective (ce ne sera pas facile, étant donné la diversité des types de pêche), durée maximale du travail, comités d'hygiène et de sécurité... autant de revendications anciennes qui peuvent prendre corps. Enfin, et c'est peut-être l'essentiel, application aux gens de mer de la législation générale du travail.

On le voit, cette élection fait naître dans le monde maritime de grands espoirs : il appartiendra désormais aux travailleurs de veiller à leur concrétisation, mais il est bon d'avoir dès aujourd'hui présents à l'esprit certains obstacles ; cette politique entraînera des choix budgétaires différents, pour aller de l'avant il faudra démanteler les affaires maritimes, trouver des financements ; il y a une contradiction évidente, pour la Bretagne, entre les choix en matière de défense et la volonté de promouvoir ici les activités maritimes. Nos luttes ne sont pas finies pour le contrôle — le par les travailleurs de ce lieu de production qu'est la mer.

DÉFENSE NATIONALE

La continuité, hélas

En matière de défense, le projet PS pour la Bretagne s'en tient prudemment à des généralités : sécurité collective, nationalisation des armements, droits des personnels. Seule la courte introduction évoque le problème fondamental de la militarisation des sols. On y lit : « La Bretagne est l'une des régions importantes du système de Défense : les implantations militaires y sont nombreuses et parfois déterminantes dans l'économie locale. Ces implantations doivent concrétiser la doctrine d'une politique de Défense au service de la Paix, des libertés, des citoyens ».

Pour être analysée, cette prise de position ambiguë doit être placée dans son contexte, c'est-à-dire le ralliement progressif du PS aux thèses de la dissuasion nucléaire. En 1972, il parlait de « renoncement à la force de frappe », en 78 de « maintien en l'état de l'armement nucléaire » et en 81 de « modernisation des forces stratégiques et tactiques, prioritairement autour de la compo-

sante océanique ».

Traduit en clair, le manifeste breton du PS laisse donc entendre :

1/ que la Bretagne est un maillon indispensable à la défense de la France et qu'elle le restera.

2/ que les implantations militaires existantes seront maintenues et inévitablement développées pour accueillir les nouveaux sous-marins de la force océanique stratégique.

3/ que ces implantations continueront d'être justifiées par la solidarité nationale et le soutien à l'économie locale.

L'UDB pour sa part, entend rester fidèle aux idéaux pacifiques de la gauche. Elle continue de réclamer l'arrêt de la course aux armements, le démantèlement de la force de frappe et la reconversion des terrains militarisés.

L'UDB prendra sa part dans la définition d'une nouvelle politique de défense populaire efficace mais veut rappeler



Le Peuple Breton

solennellement que la militarisation est un élément fondamental de la désertification de la Bretagne. Même en régime socialiste, on ne construira pas d'usines sur un champ de tir.

Au-delà de la démocratisation de la vie militaire, la défense sera sans doute l'un des domaines où le changement risque d'être un vain mot.

Le manifeste et la Bretagne centrale



Le Peuple Breton

Après une brève analyse des symptômes du mal (sous-industrialisation et déclin de la population agricole, d'où exode et vieillissement), et des causes (proche de celles qui ont touché les «pays sous-développés»), le PS propose diverses réponses. La perspective centrale est une renaissance démographique de la Bretagne centrale, d'où ces objectifs: un «plan de sauvetage» à définir par la région, une «structure» administrative à créer sur place, des moyens de «solidarité» régionale, nationale, européenne. Les mesures proposées touchent trois secteurs; les infrastructures qui doivent être mises en place (axes routiers, chemins de fer, gaz naturel par feeder, télématique), le tissu industriel par des mesures «d'incitation» et enfin renforcement des services publics de formation, de santé et d'animation parallèlement à la mise en œuvre de «programmes concertés» dans le cadre de «pays» (échelons de base de la nouvelle planification).

Le grain, la paille, le souffle

Pour résumer, comment analyser ces propositions? Il s'agit d'un schéma satisfaisant pour l'esprit, intéressant en plusieurs points et vague sur l'essentiel.

Le schéma, il faut le dire, est largement inspiré sur le fond, des propositions de l'UDB mises en avant entre 1976 et 1980, ainsi que des mesures qu'avait définies le PS pour le Conseil Régional de l'automne dernier; la chronologie le prouve, et c'est tant mieux... Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce qu'un «tronc commun» ou dénominateur commun se retrouve dans nos propositions: sur l'analyse de la situation, sur les infrastructures proposées, sur la nécessaire promotion des services publics en milieu rural. Trois points où il n'y a rien à redire sur les intentions affichées.

Reste ce qui est sans doute l'essentiel: l'emploi industriel et agricole, la planification, et la réanimation sociale du Centre Bretagne, amoindri par le sous-développement, pour ne pas employer, n'est-ce pas, le vocabulaire de la «colonisation».

Si les axes proposés sont acceptables, le contenu des mesures reste, pour l'UDB trop flou, trop ambigu même. Renforcer le tissu industriel par des mesures «d'incitation» laisse sceptique, car nous avons fait la triste expérience ailleurs en Bretagne des primes aux usines pirates (textile, etc...). Les

mesures de «valorisation» des atouts naturels (agriculture, sol...) laissent intact le système économique, basé sur le profit et sur la surexploitation. Dans ces secteurs, les bas salaires et les longues journées de travail sont la règle (abattage, ramassage d'animaux...) et c'est la présence d'une main d'œuvre bon marché qui reste l'atout principal de ces implantations industrielles; à espérer même qu'une économie «contractuelle» tempérerait la loi du profit, il faut se rappeler que ces secteurs sont les moins syndicalisés et les plus paternalistes. Le risque est donc de ne pas changer cette logique de zones sous-développées, soumises au bon vouloir de notables locaux ou d'usines pirates.

Un «machin» à la Rohou?

Maintenir le potentiel agricole, suppose des mesures très audacieuses, seules capables de sauvegarder l'élevage breton: une réforme foncière radicale (avec un Office Foncier Breton, défini par l'UDB) et un système de garantie plafonnée des revenus (par le système de quantum). Le PS voudra-t-il s'y employer?

La planification dans ces conditions, doit pouvoir se fonder sur une économie plus socialisée (notamment dans l'agro-alimentaire), où l'emploi va vers les hommes; si des transformations n'intervenaient pas dans les structures de la production, le Plan proposé à ce niveau ne serait guère plus qu'un «machin» à la Rohou avec son «contrat de pays», joujou offert par Giscard.

La réanimation sociale doit enfin prendre en compte la dimension culturelle essentielle en Centre Bretagne: créer une radio locale bilingue, par exemple, développer l'action culturelle en breton auprès des personnes âgées, comme ont commencé à le faire des bénévoles, multiplier les expériences comme les journaux sur cassettes (Lanrivain, Gourin, Huelgoat, Châteauneuf), les écoles de musique (comme à Carhaix), les centres culturels locaux, promouvoir le tourisme de découverte écologique et culturelle. Autant de grands projets pour mieux vivre ensemble qui demandent des moyens certes, mais surtout du souffle, de l'enthousiasme qui ne naissent pas tout à fait à la lecture du dit manifeste.



Associations,
Clubs sportifs professionnels...
« Vous avez besoin de tee-shirts
imprimés, sweat-shirts, pulls,
auto-collants, fanion »...

Une seule adresse :

Michel CAILLAREC
Création

*Le spécialiste du flocage et de
la sérigraphie en tout genre*

Le Frétay, BOQUÉHO
22170 CHATELAUDREN
Tél. (96)74.14.35



CRÊPERIE - BAR

An Digarez

Sainte-Christine - PLOUGASTEL-DAOULAS Téléphone 40.55.06



8 et 10, Place de la Liberté
Tél. 44.59.03 BREST
SERVICE APRÈS-VENTE

CAISSES ENREGISTREUSES SWEDA
MACHINES A ÉCRIRE ET A CALCULER
MEUBLES ORDO - ATAL
BALANCES - PHOTOCOPIEURS



SNACK-BAR
Place de la Liberté
Téléphone : 80.19.19
Ouvert de 12 h. à 24 h.



SNACK-BAR
RECOUVRANCE
Téléphone : 45.08.50
Ouvert JOUR et NUIT

Industrie et énergie

L'autre politique industrielle prônée par les socialistes bretons repose sur «une transformation des structures industrielles qui s'articule avec les besoins et les atouts de la Bretagne: refus de la concentration, du gigantisme des unités de production, volonté d'éclatement et de diversification des lieux de production». Effort devant être porté pour le développement de deux

filiales: **Agriculture-mer** (production, transformation, recherche) et **Electronique** (télématique et tertiaire industriel), ainsi que la relance et la revitalisation de l'**Industrie mécanique** (réparations et constructions navales, machinisme agricole, automobile), du **Bâtiment et travaux publics** (relance sélective), du **Tertiaire** (recherche agronomique, bio-industrie, télécommunications).

PLOGOFF : LE MOUTON ET LA ROSE

La construction d'une centrale électro-nucléaire à Plogoff se fera-t-elle oui ou non ? La réponse — et c'est heureux — est globalement négative. Que ce soit Paul Quiles, chargé de l'Energie au P.S., Haroun Tazieff, vulcanologue désormais sans doute écouté attentivement par nos nouveaux gouvernants, c'est non, un point c'est tout. François Mitterrand a annoncé la poursuite du programme engagé, mais la non construction de nouvelles centrales, Plogoff faisant partie de sa réflexion.

Mais où situer Plogoff ? Dans «Ouest-France» du 20 mai, les déclarations de M. Pehore, président de la commission «énergie» lors de l'Assemblée générale de la C.C.I. de Quimper et de Cornouaille, sont sans ambiguïté : «Plogoff est pour nous dans le programme engagé et doit se faire absolument». Doucement... Acquisitions de terrains et appels d'offres Edéfistes et Cécéistes

ne constituent un engagement que financier.

Quant au dur, au bâti, il n'est pour l'instant présent sur Feunteun-Aod que sous la forme de bergerie. Celle-ci ferait-elle par hasard partie du programme engagé, ses fondations seraient-elles les premières pierres de la nouvelle formule d'une centrale nucléaire ? La question est à poser aux Plogoffites, histoire de rigoler deux minutes.

Reste à savoir si la «réflexion» du nouveau président conclura ou non à l'intégration de Plogoff dans le programme nucléaire hérité de son prédécesseur. A l'heure où nous mettons sous presse, c'est le non-lieu qui est dans l'air. En attendant, l'U.D.B. réaffirme son opposition à un projet qui repose sur un double non-sens : économique et écologique (lire à ce sujet les «Peuple Breton» de février et mars dernier).

Rappelons — puisqu'ils ne sont pas mentionnés dans le projet — que les atouts de la Bretagne peuvent aussi se trouver en profondeur: les richesses du sous-sol existent. L'exploitation des ressources minières est envisageable tant en ce qui concerne le cuivre, l'étain, le plomb, le zinc, l'uranium, l'antimoine, etc... Ce travail d'extraction devant évidemment être prolongé par une transformation sur place de ces ressources.

Au chapitre des moyens nécessaires à la mise en place de cette nouvelle industrie, le PS parle de «planification globale» permettant de maîtriser le fonctionnement du marché, la reconquête du marché intérieur, la mise en valeur des ressources locales» et estime qu'une politique hardie de régionalisation et une véritable décentralisation sont indispensables». En dehors du fait que le concept de «régionalisation» gagnera à être défini dans son fond et dans sa forme une particulière attention sera de mise lorsqu'une fois achevée la «planification globale», celle-ci ne soit pas dans ses conséquences incompatibles avec une «véritable décentralisation». La notion du «pouvoir de décision» en Bretagne, ne pourra qu'être clairement posée, avec toutes ses implications.

Affirmant la non-justification économique d'une centrale nucléaire à Plogoff, tant en matière d'emploi («aucune centrale n'a été à ce jour un pôle de développement industriel ou économique») que d'électricité produite («l'électricité d'origine nucléaire est inadaptée et non rentable pour satisfaire les pointes de consommation»), le PS se prononce pour la mise en œuvre de tous les moyens pour économiser l'énergie et développer d'autres sources énergétiques.

Rappelons pour notre part que nous ne concevons pas une alimentation en énergie de la Bretagne comme une opération indépendante, mais comme un élément d'accompagnement d'une politique d'industrialisation. L'implantation d'unités de production d'énergie doit se faire en liaison directe avec des projets d'industrialisation. La condition de ces implantations est l'utilisation prioritaire de l'énergie fournie au développement industriel de la Bretagne.

L'Union Démocratique Bretonne demande entre autres: la fourniture à la Bretagne d'énergie diversifiée en quantité suffisante et à un prix concurrentiel avec celui des autres régions industrielles; l'implantation d'un complexe industriel portuaire orienté vers la pétrochimie, alimenté par gros porteurs; l'alimentation de la Bretagne en gaz naturel par feeder.

La Bretagne et l'Europe

Pour le PS, «le combat pour faire triompher au plan européen les propositions socialistes s'impose plus que jamais» étant donné la dimension européenne évidente de la Bretagne. Rappelant la nécessaire refonte de la politique agricole commune (suppression de toute entrave monétaire, respect de la préférence communautaire, maintien de la solidarité financière, politique du quantum par exploitations) et la lutte à mener contre la pollution (c'est-à-dire une véritable prévention), les socialistes bretons revendiquent «l'instauration d'un dialogue véritable et permanent entre l'Europe et les régions de France qui seront dotées de moyens accrus dans le cadre d'un vaste programme de décentralisation».

Complétons en disant que l'UDB se prononce non pour la construction d'une Europe des régions (au découpage administratif plus que douteux en ce qui concerne l'hexagone), mais d'une Europe qui permettra aux peuples ignorés par les Etats actuels de s'épanouir en tant que tels: cette union des peuples d'Europe, dans l'égalité et le respect mutuel, ne peut se faire qu'à travers le socialisme.

Nous reviendrons le mois prochain sur ces propositions. Seront analysées les questions agricoles, institutionnelles, culturelles, etc...



Elaboré dans la perspective de la victoire de la gauche, le Programme Démocratique Breton contient les propositions de l'U.D.B. pour la Bretagne (en vente 5 F + 1,70 de port à : U.D.B. - BP 304 - 29273 Brest Cédex).

U.D.B. ET P.S.U. BRETAGNE :

Signature d'un accord électoral

Avec la victoire de F. Mitterrand, à laquelle ont contribué le PSU et l'UDB, s'ouvrent aujourd'hui des perspectives nouvelles pour les travailleurs et le peuple breton, en tant que collectivité originale.

Les progrès de la gauche en Bretagne sont particulièrement nets et demandent à être consolidés à l'occasion des législatives. La place qu'occupent les courants luttant pour l'autogestion et l'autonomie socialiste, est précisément une chance pour la gauche, mais aussi une garantie pour la satisfaction des besoins des travailleurs et la reconnaissance des droits du peuple breton.

Pour atteindre ces trois buts : consolider la gauche en renforçant le mouvement populaire, améliorer le sort des couches populaires défavorisées, obtenir des changements qu'exige la nature du problème breton (situation coloniale dans l'Europe capitaliste). L'UDB et le PSU-Bretagne ont réalisé un accord électoral répondant aux aspirations d'une partie de plus en plus importante du peuple breton, en particulier de sa jeunesse, accord fondé sur la plateforme ci-après.

Plate-forme électorale

Les organisations signataires

— dénoncent dans le capitalisme le premier responsable des problèmes du peuple breton.

— affirment la nécessité d'une rupture historique avec la tradition de l'Etat Français centralisateur.

— affirment que la libération sociale des couches exploitées passe par la reconnaissance du peuple breton.

A) Tous les problèmes liés à l'état de domination économique et culturelle que connaît notre peuple (sous-développement, bas salaires, exode des jeunes, vocation touristique et militaire, rôle de fournisseur colonial d'énergie) font aujourd'hui de l'Emploi la priorité des priorités.

1. Pour **créer les emplois industriels nécessaires**, nos organisations refusent la fausse indépendance du **Nucléaire aussi ruineux que dangereux**, développé au détriment des énergies renouvelables, non polluantes, décentralisées.

2. Pour remédier dans l'immédiat à la situation de l'emploi, nous luttons pour le **maintien et le développement des emplois existants**.

3. Pour **préserver le tissu économique et humain** sans lequel notre pays est voué à une mort lente, nous exigeons le

- développement de l'artisanat,
- développement des **activités liées à la mer**,
- la relance d'une **agriculture libérée**

de la domination des trusts, susceptible de garder un maximum de jeunes à la terre.

4. Lutter pour un développement économique harmonieux de la Bretagne, c'est aussi **refuser le rôle de réserve touristique** de l'Europe développée, et la **vocation militaire**, notamment **Nucléaire**, que le pouvoir nous impose.

B) La solution aux problèmes de la Bretagne, la mise en valeur de nos richesses, exigent une **rupture avec le centralisme** de l'Etat français, **outil efficace pour l'exploitation et l'aliénation culturelle du peuple breton**.

● Les réformes, nées de l'initiative des Bretons eux-mêmes, doivent se faire dans le cadre d'une **authentique réforme régionale, première étape vers l'autonomie socialiste**. Il s'agit de mettre en place initialement une **Assemblée et un Exécutif bretons**, dotés de réels pouvoirs législatifs et financiers.

● La surexploitation et l'étouffement culturel dont souffre notre peuple expliquent les flambées de violence qu'a connues la Bretagne. En conséquence, nous réclamons l'**Amnistie pour les prisonniers politiques bretons** et parallèlement la **suppression** des juridictions d'exception telle que la **Cour de Sécurité de l'Etat**.

C) Les mesures économiques et institutionnelles doivent s'accompagner d'une **politique hardie** :

— **au plan social** : les 35 h hebdomadaires, la 5^e semaine de congés payés, la retraite à 60 ans, le relèvement des bas salaires et des prestations familiales.

— **au plan des libertés**, notamment syndicales. En effet, la Bretagne se trouve dans une situation particulière, comptant essentiellement des petites entreprises ou l'absence de syndicalisation est un obstacle aux avancées sociales. La vie associative doit d'autre part, être reconnue et encouragée en tant que manifestation concrète de l'expression démocratique.

— **au plan culturel**, les Bretons ont le droit de connaître leur histoire, leur culture — les programmes scolaires devront en tenir compte. Dans l'immédiat, trois mesures d'urgence s'imposent : l'intégration de Diwan à l'Education Nationale, l'enseignement effectif du Breton et du Gallo, l'accès de la culture bretonne aux médias et la création d'une radio-télévision bretonne démocratiquement gérée.

Les mesures économiques, institutionnelles, sociales, culturelles préconisées ci-dessus sont pour les organisations signataires urgentes et nécessaires, si l'on veut enrayer un processus qui conduit à terme à la disparition du peuple breton en tant que tel. La tâche est à la mesure de l'espoir qu'a fait naître l'élection d'un président de gauche. Le « droit de vivre, travailler, décider au pays », le « droit à la différence » doit entrer dans les faits.

WARENGHEM LANNION

Tél. : (96) 37.00.08

*Toutes liqueurs
Spécialités bretonnes*



CUISINE à l'ANCIENNE
RESTAURANT



13 rue Tourville
tel. 44 26 73 Brest
"l'Harteloire"

HÔTEL
TOURVILLE

AUBERGE

LE CROAJOU-MEIN



La Croix de Pierre
29218 PLOUGONVEN - Tél. 72.52.55



Michel
MASSON

Agent Général

Licencié en Droit - DES

Groupe
« des Assurances Nationales »

Vie - Incendie - Accidents
Risques Divers

Complémentaire maladie chirurgie

56300 PONTIVY T. (97) 25.02.10

Collaborateur : Armel TALHOUE
SEGLIEN Tél. 25.02.10

*Même si vous ne savez
qu'un peu le breton...*

LISEZ AUSSI
POBL VREIZH

LES CANDIDATS DE L'U



MORLAIX 2

Yvon ABIVEN 1385

33 ans, veuf, 3 enfants, originaire de Plonéour-Trez, habite St-Thégonnec. Enseignant à Morlaix.

Pierre MOAL

suppléant, 35 ans, médecin acupuncteur à Lesneven, marié, 2 enfants, conseiller municipal de Plounévez-Lochrist.



CARHAIX-CHATEAULIN

Fanch MORVANNOU 1453

49 ans, marié, 3 enfants. Il est enseignant à l'Université de Brest, directeur du journal en langue bretonne « Pobl Vreizh » ; il est membre du bureau politique de l'U.D.B.

Charles LOLLIER

suppléant, est agriculteur à Spézet ; il est militant et responsable agricole.

BREST II

René L'HOSTIS 2

37 ans, marié, 4 enfants, enseignant de maîtrise, vendeur AFO ; il est conseiller municipal à Lannion. Habite Lampaul.

Patrick GOUZ

suppléant, 27 ans, cordonnier, ouvrier maraîcher, membre de l'UDB ; il est responsable de la mission agriculture à Brest.



SAINT-MALO

Henri GOURMELEN 1009

38 ans, marié, 2 enfants, il est professeur d'allemand ; ancien président de la JEB, il est membre du bureau politique de l'UDB et chargé des relations extérieures.

Joël MARTINI

suppléant, 27 ans, célibataire ; il est membre du bureau politique de l'UDB et responsable syndical des personnels de la Marine Marchande.



ANCENIS-ORVAULT

Jean-Louis JOSSIC

33 ans, marié, 1 enfant, né à Nantes. Conseiller municipal à Orvault, musicien et chanteur des Tri-Yann.

Joël BOULZENNEC

35 ans, marié, 2 enfants, né à Nantes. Ouvrier biscuitier à la B.N. Responsable syndical.



LANNION - PAIMPOL 2427

Jean-Jacques MONNIER

36 ans, marié, 3 enfants ; il est professeur d'histoire-géographie à Lannion après avoir été au Lycée de Tréguier ; il est titulaire d'une maîtrise d'Aménagement du Territoire :

Roger PERROT

suppléant, 45 ans, 3 enfants. Il est commerçant en fournitures marines à Tréguier. Ancien lieutenant de la marine marchande :



GUINGAMP - CALLAC 1268

Patrick DE QUELEN

40 ans, marié, 4 enfants. Il enseigne la biologie et le breton à Guingamp ; il est militant syndicaliste et ancien président fondateur du Centre Culturel Breton de Guingamp.

François LE MOAL

suppléant, 41 ans, marié, 2 enfants. Il est technicien supérieur des Télécommunications et conseiller municipal de Moustéru.



NANTES 2

Patrick PELLE 478

30 ans, marié, 1 enfant, né à Sainte-Anne, Nantes. Electromécanicien à la SEB. Responsable syndical. Conseiller municipal de Nantes.

Michel FRANÇOIS

suppléant, 38 ans, marié, 2 enfants, né au Croisic. Informaticien au Ministère des Finances.

.D.B. AUX LÉGISLATIVES



050
nts. Il est agent
ur-acheteur aux
culturel de Bre-
Ploudalmézeau.



RENNES SUD

Monique RANNOU 359
53 ans, employée. Conseillère municipale de Rennes. Administrateur de l'Office Public H.L.M.

Bernard LE GONIDEC
suppléant, 48 ans, marié, 3 enfants, enseignant à l'Université de Haute Bretagne.



QUIMPERLÉ-CONCARNEAU

Paul GUÉGUENIAT 879
36 ans, habite St-Yvi. Professeur de Lettres à Concarneau. Travaille à la Commission-Mer de l'UDB.

Denis CREAC'H
suppléant, 29 ans, ouvrier d'usine à Quimperlé, habite Clohars-Carnoët.



SAINT-NAZAIRE

Jacques L'HERITIER
39 ans, marié, 4 enfants, né à St-Nazaire. Représentant. Conseiller municipal de St-Nazaire.

Jean-Yves GLOANEC
suppléant, 35 ans, marié, 2 enfants, fonctionnaire. Responsable syndical.



LORIENT

Yannick QUENEHERVÉ 1302
27 ans, marié, ouvrier métallurgiste à la SBFM. Responsable syndical. Tête de liste aux municipales à Lanester.

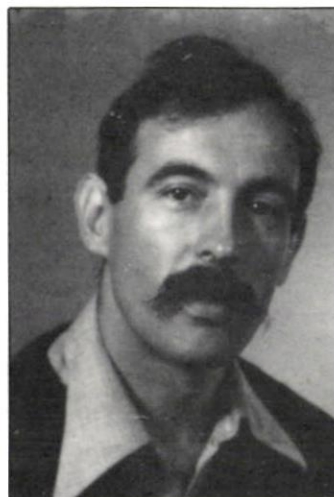
Joël GUEGAN
suppléant, 46 ans, enseignant à Lorient, dont il est conseiller municipal.

libataire ; il est
membre du BP de
ble de la « Com-
Plabennec ».

HENNEBONT - GOURIN

Sylvie GILLET 646
Infirmière, conseillère municipale de Pesquen.

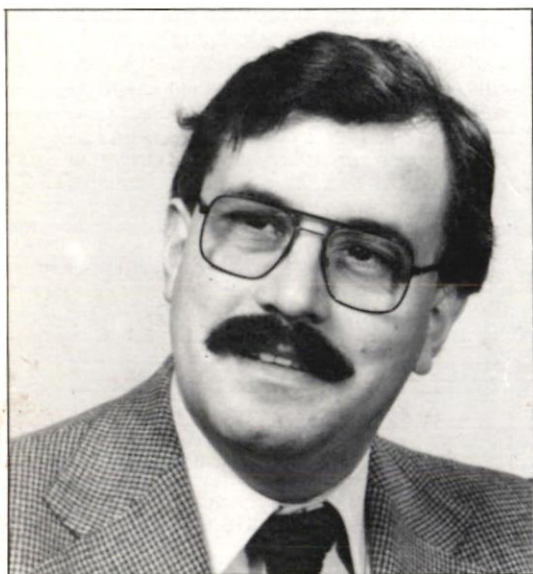
Jean-Yves SIMON
suppléant.



VANNES 844

Bernard GUERIN
32 ans, marié, 3 enfants, membre du BP de l'UDB. Educateur spécialisé. Syndicaliste militant d'action laïque.

Gustave RETHO
suppléant, 31 ans, marié, 3 enfants. Cadre à la Sécurité Sociale. Militant syndicaliste.



BREST 1

Yann DAUMER 2478
33 ans, marié, 3 enfants. Médecin spécialiste des Hôpitaux Publics. Adjoint au Maire de Brest. Né à Brest.

Danielle GUÉGUENIAT
43 ans, mariée, 3 enfants. Infirmière puéricultrice à la D.A.S.S.

A DOUARNENEZ, 1306

dans la circonscription où se trouve Plogoff, il existe une candidature mixte PSU-UDB. Pascal BOCCOU, PSU, a pour suppléant Hervé LATIMIER, UDB.

L'ARGENT DES ELECTIONS

Alors que la lutte électorale bat son plein, que les panneaux d'affichage géants se couvrent d'effigies plus ou moins connues, que la télévision s'ouvre chaque jour aux leaders nationaux, les candidats de l'UDB continuent un combat disproportionné. L'argent joue un rôle énorme dans les élections et certains candidats ou partis dépensent 50 à 100 fois plus que l'UDB par circons-

cription. Nos moyens sont d'autant plus insuffisants que nous ne tenons pas à les mettre en entier en jeu pour les législatives : pour un parti comme l'UDB la lutte ne s'arrêtera pas le 14 ou le 21 Juin.

Lecteurs du Peuple Breton, vous pouvez nous aider, vous apporterez votre souscription à la lutte de l'UDB.

Je soussigné souscris pour les législatives
une somme de

Les souscripteurs resteront anonymes ;
seul leur total sera rendu public.

20 F ☐
50 F ☐
100 F ☐
supérieure ☐

IRLANDE DU NORD

Suicide politique ou politique suicidaire ?

Une fois encore, l'Ulster est en deuil. Depuis 1969 on n'y compte plus les morts de tous bords. Mais cette fois, le gouvernement britannique a été trop loin dans le cynisme et le mépris du peuple nord-irlandais : Bobby Sands n'était pas seulement un détenu de l'IRA provisoire, il était d'abord et surtout un député librement élu à la Chambre des Communes. Le laisser s'éteindre à petit feu, c'est cracher au visage de tout un peuple déjà victime du chômage et d'une misère tragique. Le laisser agoniser pendant plus de soixante jours sans accéder à la moindre de ses demandes (le statut de prisonnier politique, d'ailleurs reconnu aux membres de l'IRA emprisonnés en Angleterre), c'est commettre un assassinat de sang froid et le fait que Michael Foot, leader de l'opposition travailliste l'approuve, n'y change rien. Si les mots ont encore un sens, Madame Thatcher est coupable d'homicide avec préméditation.

Tout cela, l'Union démocratique bretonne l'a dit et le redira avec force chaque fois qu'un peuple colonisé est victime de la folie hargneuse du colonisateur, chaque fois qu'un individu tombe sous les coups d'une criminelle raison d'état. La liberté et la dignité de l'homme ne se défendent pas à moitié, et l'UDB sera toujours du côté des opprimés et des victimes de l'injustice.

Mais ceci ne peut signifier pour nous que, derrière la juste indignation suscitée par la mort de Bobby Sands, de Richard Hughes, s'efface la réflexion. Trop de faits troublants amènent à se poser la question : à qui profite le crime ? Et il nous faut répondre : à tout le monde, malheureusement.

— A Madame Thatcher d'abord qui fait montre de « courage » à peu de frais en déployant une politique inflexible et confirme sa réputation de « dame de



D.R.

fer» ;

— A l'IRA populaire qui acquiert un martyr et au Sinn Féin provisoire qui parvient à faire élire un de ses membres député en profitant d'un contexte passionnel où l'admiration pour le courage personnel de l'homme efface le débat politique ;

— Au gouvernement conservateur de Dublin qui se refait une virginité nationaliste en intervenant en faveur des grévistes de la faim pendant que sa police arrête leurs camarades et que la République brade les richesses de l'Irlande aux sociétés multinationales, sans souci de sa propre classe ouvrière.

— Aux extrémistes protestants, toujours contents de voir un catholique de

moins sur terre...

Trop de gens sont satisfaits de cette nouvelle flambée de sectarisme qui risque fort de ranimer une guerre civile latente depuis une décennie pour qu'on ne se pose pas quelques questions... Quand il faudrait ramener la paix, le travail et la démocratie, dans ce peuple martyr, comme le propose inlassablement le Sinn Féin Workers' Party, le sacrifice héroïque de Bobby Sands risque de faire surgir la guerre, le sang et le fascisme. Le peuple irlandais ne mérite-t-il pas mieux ?

J.C. Cassard,
Responsable des Relations
Internationales de l'UDB.

CRÊPERIE TY-BREIZ

ses spécialités. krampouz ha jistr-mad

15, rue duquesclin

tél. 37.91.20

Lannion

GARAGE Jean-Luc LE VELLY

14, rue Pierre-Sémard - BREST

Téléphone : (98) 02.07.23

Vente au détail des bouteilles TOTAL GAZ



SOCAL

Meubles

Guillier-Chevé

VANNES - GRANDCHAMP - LOCMINÉ

« Breizh Kabigs »

247, rue Jean-Jaurès

Petite et grande taille

« Yveline »

Prêt-à-porter féminin

1, rue Inkerman - 29200 BREST

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

APRÈS LE DUVALIERISME, LE JEANCLAUDISME

Haïti ou la pauvreté absolue

DE 1492 à 1956. Quelques Espagnols ayant à leur tête Christophe Colomb foulèrent le 6 décembre 1492 le sol d'une île dont les noms indigènes étaient Haïti, Bohio ou Quisquiya. Ils le baptisent Hispaniola. Étant partis à la recherche de l'or et des épices, ils sont comblés: l'or s'y ramasse à même le sol!...

Les indigènes, appelés Indiens par les Espagnols, sont utilisés comme force de production. Malgré leur résistance, ils furent réduits en esclavage. Leurs conditions de vie entraînent leur mort pure et simple. En 50 ans, ils sont passés d'un million à soixante mille. C'est alors que l'abbé Las Casas propose aux Espagnols d'aller chercher en Afrique des bras plus robustes. Ce trafic d'esclaves qui débute en 1503 a duré trois siècles. Corsaires et flibustiers français ou anglais sont attirés par la richesse de l'île; ce qui, outre la résistance des esclaves, complique la colonisation espagnole. C'est ainsi que, en 1667, l'Espagne cède à la France le tiers de l'île qui prend le nom de Saint-

Domingue.

La colonisation de la partie française repose essentiellement sur l'agriculture. Au moment où éclate la révolution de 1789 Saint-Domingue, avec ses immenses plantations de canne à sucre et ses 500.000 esclaves, est la plus prospère des colonies françaises. Les couches privilégiées de la colonie, pour résoudre leurs querelles intestines, arment leurs esclaves et les lancent dans la bataille. Profitant de cette mésentente et prenant alors conscience de leur force les esclaves noirs déclenchent, le 22 août 1791, une formidable insurrection. C'est le premier pas vers l'indépendance. La période est marquée par Toussaint Louverture qui, à la tête de 4000 hommes se met du côté des Espagnols pour combattre les Français, change de camp après le vote à Paris abolissant l'esclavage. Il continue sa pression sur les Anglais qui quittent l'île en 1798. En 1801 Toussaint est devenu le maître incontesté de l'île. Traité en rebelle par Bonaparte, au pouvoir depuis le 9 novembre 1799, Tous-

saint est trahi et déporté en France. A ce carrefour rien ne peut freiner les esclaves noirs épris de liberté, et le premier janvier 1804, l'indépendance de l'île est proclamée.

De 1804 à 1915 de nombreux présidents se sont succédé jusqu'au jour où les Américains, voulant concrétiser leur rêve (l'Amérique aux Américains) débarquent en Haïti le 28 juillet 1915 prétextant d'événements sanglants comme ils l'avaient fait au Nicaragua (1901 et 1911), en Colombie (1903), en République Dominicaine (1905), etc.

La résistance qu'imposèrent aux Américains les guerrilleros paysans avec l'aide des masses paysannes connaît la défaite par manque d'unité. A la suite d'une grève d'étudiants qui entraîne une vague de protestations, les Américains décident de retirer leurs troupes en cinq ans. En 1934, les derniers marines quittent Haïti. Mais l'emprise économique américaine est totale et les chefs d'état qui vont se succéder seront d'authentiques produits des structures mises en place par l'occupant garantissant ainsi le contrôle politique, économique et idéologique du pays.

Duvalier arrive

Après 1934, la situation ne cesse de se détériorer. Le prix du café, principal produit d'exportation, est tombé et de plus la disette s'accroît par suite de la distribution de 1/5 des terres cultivables aux Américains pour la plantation de l'hévéa et du sisal en vue de soutenir l'effort de guerre américain. En janvier 1946, un nouveau mouvement des étudiants auquel se sont rattachés les commerçants et les secteurs publics occasionne la chute du président Lescot et porte au pouvoir Dumarsais Estimé qui ne termine pas son mandat par suite d'un coup d'état. Paul Eugène Magloire est élu président; encore une grève des étudiants et c'est la fin de son mandat. Et le 22 septembre 1957, bénéficiant de l'appui des Américains, François Duvalier est élu frauduleusement président d'Haïti.

Tout au début de son règne, François Duvalier commence par éliminer ses anciens adversaires de la campagne électorale, certains connaissent la mort, d'autres la prison ou l'exil. Dans un second temps, il crée les «tontons macoutes» qui constituent une sorte de milice de type fasciste, un terrifiant instrument de répression. En 1963, il se proclame président à vie. Pendant ces quatorze ans, il disloque toutes les institutions: église, armée, chambres, justice, syndicats, associations. Se sentant à la veille de sa mort, en avril 1971, François Duvalier fait plébisciter son fils Jean-Claude comme son successeur avec un héritage de 36.000 morts et de 2000 prisonniers politiques (ceux qu'on a pu dénombrer) sur cinq millions d'habitants.



D.R.

Pour mieux comprendre la situation actuelle, à partir de l'accession au pouvoir de Jean-Claude Duvalier, nous allons essayer à l'aide de quelques exemples de faire ressortir sur les plans: politique, économique et social, la dégradation du pays.

Sur le plan politique — la loi du 28 avril 1969 condamnant à mort tout opposant au règne (opposant = communiste pour les duvaliéristes). La création par J.C. Duvalier de deux nouveaux corps répressifs: les «léopards» et la «formation paramilitaire» attachée à la défense personnelle du président et composée des fils de la nouvelle bourgeoisie.

Les prisons sont remplies. Après la razzia du 28 novembre dernier où toutes les couches sociales ont été touchées, le nombre des incarcérés aurait atteint plus de 1500 d'après les déclarations des exilés haïtiens récemment arrivés à Saint-Domingue. A ces 1500, il faut ajouter la masse des prisonniers d'avant le 28 novembre.

La dépendance inconditionnelle à l'endroit des USA est totale sur le plan économique. La centralisation de la vie économique à Port-au-Prince, capitale de la République, laisse ailleurs un désert.

L'endettement d'Haïti auprès de l'étranger a considérablement augmenté pour atteindre 183,9 millions de dollars, d'autre part les prêts et les aides étrangères ont pour conséquence de renforcer la présence étrangère dans tous les secteurs et bien sûr d'accroître la dépendance.

43% du revenu national reviennent à 0,8% de la population!

61% de la population a un revenu annuel par tête de 60 dollars... Parallèlement, aux 200 familles millionnaires dénombrées par les organismes internationaux s'ajoutent 3800 familles disposant de 90.000 dollars par an. Ils constituent le principal soutien du régime.

L'inflation ne fait que galoper au rythme de 13% l'an. Sur le plan social, la désintégration des régions rurales et des villes de province occasionne une migration intense vers la capitale qui accueille 800.000 personnes alors



D.R.

qu'elle est construite pour en héberger 100.000.

— L'eau potable est devenue une denrée rare.

— 61% des habitants ne disposent que de 3 mètres carrés pour vivre. Le chômage est chronique: 65% des personnes en âge de travailler n'ont pas d'emploi.

Des sectes religieuses de toutes sortes prolifèrent, surtout Nord-américaines, prêchant la résignation et le respect de l'autorité établie. A côté de cela, il faut souligner un travail conséquent que font certains religieux protestants et catholiques.

— La population haïtienne est généralement en très mauvaise santé, l'espérance de vie se situe entre 47,5 et 47,7 ans pour l'ensemble de la population.

— La plupart des enfants de 0 à 6 ans souffrent de malnutrition grave, surtout dans les zones rurales.

— Le degré d'instruction est extrêmement faible, 10 à 15% de la population savent lire et écrire, 2% seulement des enfants ruraux achèvent leurs études primaires, l'enseignement secondaire est

inexistant dans les régions rurales.

— Les paysans dépossédés de leurs terres sont obligés de prendre la route des villes où ils viennent augmenter le nombre des sans emploi.

— L'exode vers l'étranger ne cesse de s'amplifier. Ainsi on arrive à dénombrer 300.000 Haïtiens, coupeurs de canne menant une vie d'esclaves en République Dominicaine.

— Des centaines de personnes laissent Haïti pour Miami à bord de petits voiliers. Pas mal d'entre eux trouvent la mort au cours de cette périlleuse traversée.

— D'autres encore se dirigent vers la France où actuellement ils ne peuvent plus entrer. Pour ceux qui y sont déjà, l'OFPPA refuse catégoriquement de leur délivrer l'autorisation provisoire de séjour en tant que demandeur d'asile.

— Près de 200 sont chassés de l'île de Cayo Lobos par la police bahaméenne à l'aide de chiens et à coups de matraque.

Réactions

De larges secteurs de la population ont manifesté leur mécontentement, ce qui a provoqué la création d'une Ligue des Droits de l'Homme en Haïti et l'éclosion de deux partis politiques non clandestins: Parti Social Chrétien et Parti Démocrate Chrétien tous deux fondés en 1978.

— La presse indépendante faisait écho du mécontentement du peuple haïtien qui prend connaissance de son état de dégradation. La tension monte. Mais l'approbation du «jeanclaudisme» par Robert Galley, ministre français de la coopération d'alors, comme étant le bon choix pour le peuple haïtien et le verdict des urnes aux USA donnant la victoire à Reagan ont poussé le gouvernement haïtien à tenter de juguler la prise de conscience manifeste du peuple haïtien d'où la razzia du 28 novembre 1980.

Cette fois-ci à la différence de ce qui s'est passé à d'autres moments historiques de la repression duvaliériste, loin d'être démantelée comme l'avait voulu le gouvernement, l'opposition tant à l'intérieur qu'à l'extérieur s'est lancée franchement vers l'unité. On a vu la parution des textes de l'Union des Forces Patriotiques et Démocratiques Haïtiennes (U.F.P.D.H.) organisation qui a pour objectif: «le renversement de l'équipe des Duvalier, son remplacement par un gouvernement démocratique de sauvegarde nationale et la mise à bas du système qui a produit le duvalisme et son prolongement, le jeanclaudisme. La création du Mouvement National Patriotique du 28 novembre qui se propose de rassembler tous les patriotes dont les objectifs sont: «la conquête des droits civils et politiques et l'abolition de la présidence à vie. Enfin, la réaction du clergé, condamnant les arrestations arbitraires du 28 novembre 1980, qui est une première dans l'histoire de la politique haïtienne.

Une patrie dépourvue de tout, voilà ce qu'est l'Haïti des duvalier. Mais les haïtiens n'attendent pas longtemps avant de pouvoir exercer pleinement leurs droits.

Rony Lapommeray.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpez ou recopiez) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX



Le Peuple Breton

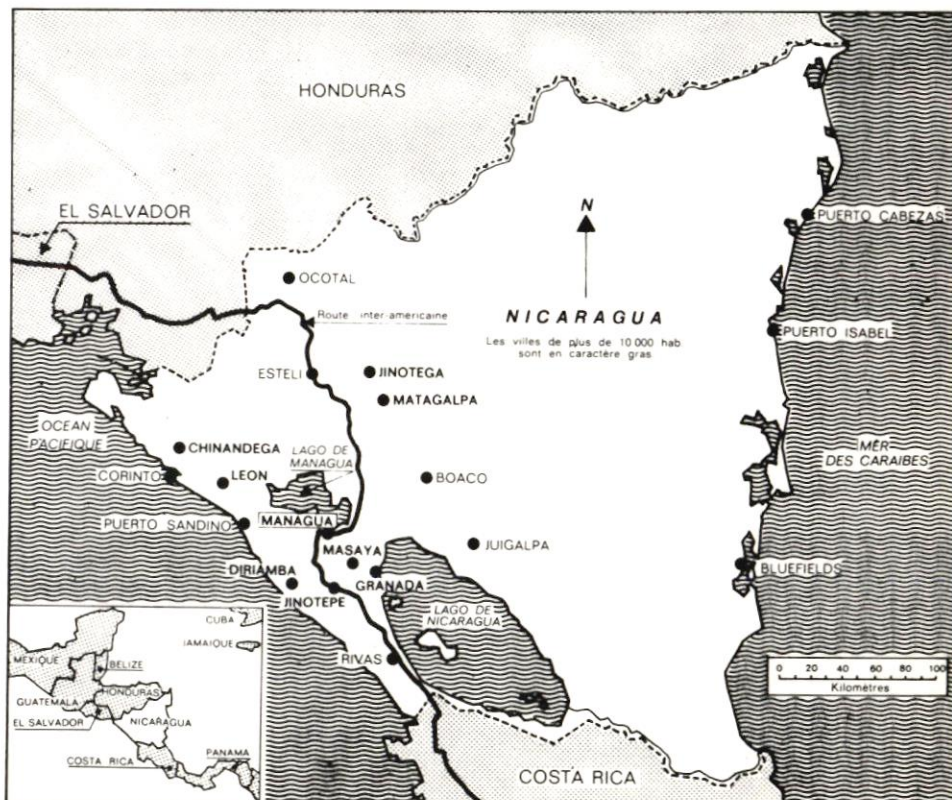
1^{er} mai à Managua, place de la Révolution

NICARAGUA AN II

Encore une. De révolution en dictature, l'Amérique centrale a cette réputation bien ancrée du coup de fusil permanent, impliquant de fait la brièveté de l'exercice du pouvoir. Au mot «junte» est automatiquement associé celui de «militaires», avec en prime ce jugement sans appel : «Ces gens-là, sans armes, ils peuvent pas se débrouiller».

On peut quand même signaler que la poudrière en question a eu, et possède toujours, ses détonateurs attirés et particulièrement actifs : les USA. Et qu'ils ont une sacrée responsabilité dans l'établissement de cette carte d'Épinal imprimée sur cuir résistant.

La machine s'est cependant grippée quelque part : au Nicaragua, le 19 juillet 1979 pour être précis. Le peuple a fichu dehors le troisième représentant d'une dynastie qui, durant quarante années, lui en a fait voir de toutes les couleurs (mortelles en l'occurrence) : les Somoza. Nous verrons comment il s'en sort à l'aube du deuxième anniversaire de sa révolution.



LA RANÇON DE LA PAIX

Managua. — Ceinturée de poteaux électriques, la vaste aire cimentée est arpentée en tous sens par une vingtaine de groupes, chacun comptant dix à trente personnes. Des civils les appelleraient-on; des miliciens se sont-ils nommés. Demi-tour droite, arme à l'épaule, tir couché et tout le tremblement; on baigne en plein dans la manœuvre à pied militaire, encadrée par des instructeurs de la partie. Les miliciens en question, ils sont venus là après leur boulot s'entraîner durant une petite heure et demie. Ce sont des gens du peuple, volontaires pour ce genre d'exercice. En chemisette et pantalon, en robe ou en uniforme, ils passent indifféremment du geste à la parole, puis au chant révolutionnaire. Manip' terminée, on range en file indienne la panoplie dans les camions, avec force cris, éclats de rire, slogans de lutte. Puis on vient s'aligner par colonnes sous les projecteurs.

Qu'ils y viennent

C'est le moment du discours. A la déclaration: Daniel Ortega, commandant de la révolution, membre de la direction du Front Sandiniste de Libération Nationale, coordinateur de la junte du gouvernement de reconstruction nationale, et — c'est bientôt fini — huit ans de détention dans les prisons de Somoza, tortures en prime. «La volonté

de la révolution repose sur la paix nationale et internationale. Au Nicaragua, la paix est chaque jour menacée. C'est pourquoi — et ce n'est un mystère pour personne — nous avons une armée, nous avons des milices populaires, indispensables pour défendre notre révolution, pour résister aux agressions de quelque côté qu'elles viennent».

Le lendemain, 28 avril, le gouvernement du Honduras protestera contre une incursion de l'armée nicaraguayenne dans son territoire. Daniel Ortega démentira cette affirmation: «Nous n'avons strictement aucune raison d'aller au Honduras. Par contre, si l'armée hondurienne se permet, elle, de venir sur notre territoire, elle doit s'attendre à une vive réaction».

Sans forcer, compliquons un peu les choses. En juillet 79, Somoza n'est pas parti en solitaire. Dans son sillage, la cohorte rescapée de ses gardes nationaux. Qui continuent toujours à perfectionner leurs acquis militaires en particulier au Honduras et dans des camps d'entraînement aux Etats-Unis (Floride). Là-dessus se greffe une armée hondurienne partagée entre l'intervention et la non-intervention au Nicaragua. On en arrive à ce type d'accusation de la junte à l'intention de ses voisins septentrionaux: «Les ex-gardes somozistes ont attaqué, du Nicaragua,

la fraction non-interventionniste de l'armée hondurienne pour l'obliger à accepter les vues de la fraction partisane de l'intervention dans notre pays».

Mauvais élèves

Avec des déclarations de ce tonneau-là, on a vite fait de se constituer son petit catalogue, avec deux colonnes, les bons et les méchants. C'est oublier un troisième paramètre qui relativise les deux premiers: au Nicaragua, l'armée est populaire. Difficile à encaisser pour des occidentaux, mais c'est ainsi. Il est entendu que le climat de défense permanente est installé par la junte militaire au pouvoir. Il est aussi entendu qu'il existe quelque raison pour que cela soit. D'abord, c'est la lutte armée qui a libéré le pays. Ensuite, en Amérique latine, un gouvernement révolutionnaire qui dure, c'est la contradiction par excellence avec la «vocation historique» qu'ont ces contrées d'être exploitées. C'est horriblement vexant pour l'impérialisme (le dernier en date est nord-américain), c'est par nature invivable pour ses relais politiques et économiques sur le terrain (Somoza). Et quand le nouveau régime se permet de se définir comme une démocratie populaire, d'annoncer — un an après sa prise du pouvoir — des élections pour 1985, ça devient franchement insupportable. La contagion, vous comprenez...

Les appels incessants à la mobilisation de défense en direction de la population nicaraguayenne se justifient et l'on veut bien admettre que la sécurité du pays est précaire. Ils s'expliquent dans leur forme par le fait qu'une bonne partie du peuple (des ouvriers, paysans, étudiants, employés) accepte de recevoir un entraînement militaire pour «fournir une défense à la révolution». Ces Milices Populaires Sandinistes ont, entre autres tâches, celles d'éliminer la contre-révolution potentielle, de participer à la défense des villes et villages, d'assurer le service d'ordre dans les manifestations publiques, d'aider la population en cas de désastres naturels.

Sans faux pas

Retour aux colonnes. Après le discours, on procède à l'appel des miliciens qui se sont distingués pour leur conduite, leur ardeur, leur... (la liste n'est pas exhaustive). Le premier tranche avec le reste de la vingtaine sollicitée. Il a soixante ans, bonne bedaine, les autres sont encore loin des vingt-cinq. A tour de rôle, sous les applaudissements, chacun vient compléter l'alignement, marchant tranquillement. Sauf une: la seule à porter l'uniforme des M.P.S., la seule à effectuer le pas, à faire son demi-tour. Celle-là, elle fera pêter l'applaudimètre.

Terminé. Un bout de causette avec les militaires et on s'en retourne en car à la maison. Demain, on bosse. Les camions se remplissent, on s'en revient à la caserne. La rencontre s'est déroulée comme prévu. Le terrain d'entente était le fusil et le poing levé. Il en existe d'autres, un peu plus nuancés toutefois.

Pierre Gallais.

Prochain article:

2. Du pain avec la dignité.

L'A.G. du quartier

Soirée douce, un peu lourde à cette veille de saison des pluies. Les habitants du quartier viennent prendre place dans la maison communale, l'équivalent d'une salle des fêtes dans nos contrées. Au bas de la scène, une longue table a été installée à laquelle sont accoudés les intervenants. Le premier, vieil homme, petit, portant lunettes, se lève. Micro en main, il fait son introduction à cette réunion du Comité de Défense Sandiniste. Une de ses phases particulièrement appuyée lui vaut d'attendre avant de reprendre. Du fond de la salle un cri est parti: «Patria libre!». La réponse monte de toutes les gorges: «O morir!»

Durant une heure et demie, les interventions seront ainsi rythmées par des slogans connus de chacun, mais aussi inventés sur le moment, l'auteur faisant la première fois la demande et la réponse. Pas besoin de répétition, la formule est au point. Les pauses sont marquées par un groupe de chanteurs du quartier, qui, guitare en bandoulière, entonnent des chansons révolutionnaires dont les refrains sont repris en chœur par l'assistance.

L'hymne de l'unité sandiniste conclut la réunion. Au dehors, le feu a été mis à un pneu arrosé d'essence. Il est rapidement entouré de gosses. C'est le «bone-fire» nord-irlandais à la mode ciraguayenne. Une manière d'exorciser le démon de la guerre, où voitures et véhicules blindés, barricades disparates étaient incendiés. De ce temps-là, ils ne veulent plus.

Organisée une fois par semaine cette réunion est une des activités des Comités de Défense Sandinistes — créés avant l'insurrection — actuellement destinés à résoudre les problèmes de santé, logement, ravitaillement, travail, sport, culture, se posant dans chaque quartier. La coordination s'effectue ensuite dans des conseils de C.D.S., puis des comités de quartier ou de commune (intermédiaires entre population et ministères), enfin en conseils de zones. Le rôle économique et social de ces organismes d'état s'accompagne d'une tâche idéologique (développer les valeurs révolutionnaires) et de lutte (contre les ennemis intérieurs aussi bien qu'extérieurs).



Course



Slogan



Augusto Cesar Sandino, le guide de la révolution, assassiné sur l'ordre du 1^{er} des Somoza en 1934. (Photos : « Le Peuple Breton »).



Stations



A la gauche de Daniel Ortega, « El Comandante Zero », auteur, le 22 août 78, de la séquestration par un commando sandiniste des parlementaires au Palais National. 60 prisonniers politiques seront libérés.



TOUT CE QUI EST HUMAIN...

Cambodge, Afghanistan, Vietnam, Algérie (El Asnam), Sahara occidental, Honduras et Nicaragua (réfugiés du Salvador)... les équipes médicales composées et envoyées par le Secours Populaire Français sillonnent sans interruption les pays dont la population est quotidiennement soumise à la maladie et la mort, que ce soit pour raisons de guerre ou de désastre naturel.

Le Liban fait évidemment partie de cette liste d'urgence. Depuis mars dernier, des équipes qualifiées (chirurgien et anesthésiste), sont mises en permanence à la disposition du Secours Populaire Libanais. Pour la seule période février-mai, l'envoi de missions aura coûté au S.P.F. la somme rondelette de 60.530 F (non compris le matériel médico-chirurgical et les médicaments). Lorsqu'on sait que l'activité du personnel médical en question est — de son propre chef — en grande partie basée sur le bénévolat, on comprend les appels d'aide financière répétés du S.P.F. afin de pouvoir continuer à assurer une nécessaire présence (1).

«En cas de coup dur, on est obligé de faire le tri». C'est un des commentaires de Monique Leon, infirmière anesthésiste brestoise, au retour d'un mois de soin dans un petit hôpital de Tyr, au sud-Liban. Cette pratique — heureusement épisodique — de la sélection forcée des urgences étant révélatrice du besoin permanent qu'a la population en moyens, qu'ils soient médicaux, vestimentaires ou alimentaires.

(1) C.C.P. 1231.17.V. Rennes (Chèque à envoyer au 8, rue Bruat, 29200 Brest). C.C.P. 654.37.H. Paris (Comité national du S.P.F., 9, rue Froissart, 75003 Paris).

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

H. 32 ans, apprenant le breton depuis 3 mois, recherche emploi saisonnier (agricole ou autre) à partir du 1.6.81 dans un milieu bretonnant.

Ecrire à l'adresse suivante Priou, 18, rue Michelet, 29230 Brest.

ON EST DÉSOLÉ MAIS LA...

Fête du peuple breton

DOIT ÊTRE REPORTÉE... ...ELECTIONS OBLIGENT

Elle aura lieu les 3 et 4 octobre, toujours au Parc des Loisirs de Brest. Les billets restent valables... et on peut même s'en procurer d'autres à U.D.B. - BP 304 - 29273 BREST CEDEX.

«Les Arcades»

J. LE HONSEC

«Le Café de l'Elite»

BAR - BRASSERIE - GLACIER

95, rue de Siam

29200 BREST

Téléphone (98) 80.24.58

LES BONNES ADRESSES DE L'ARTISANAT



AU VIEUX QUARTIER
DE LA PLACE AU BEURRE

Tissages de Locmaria

G. et J.-M. LE BERRE
15-17, rue du Salé
Tél. Magasin 95.41.51

Vêtements - Poteries - Bijoux - Laines
Artisanat Traditionnel et Contemporain

JEAN-CHARLES GICQUEL

Gwenn

Porcelaines blanches

7, Avenue Victor-Hugo - VANNES
Téléphone : 47.31.38

LA GRANGE

Artisanat d'Art

CLAUDIE

soies peintes - peintures sur tissus

4 bis, rue des Menhirs

56410 ERDEVEN - Tél. 52.50.50

Art et Musique

Daniel Paris, artisan luthier

2, rue du Couëdic - 29200 BREST
Téléphone : 80.47.41

Ventes - Réparations instruments
de musique

Galerie : Le Bonhomme
Encadrement
31, rue du Pont
PONTIVY

Oeuvres originales de
nombreux artistes à votre
disposition

Radio-Plogoff :

Prélude à la liberté ?

Mardi 28, surlendemain du premier tour. Brice Lalonde est au bout du fil, à Paris.

Pas à l'aise...

On a basculé la communication en direct sur Radio-Plogoff. Lalonde s'entête: pas question de donner une consigne de vote pour le second tour. **« Mais quand même, Brice, tu ne vas pas dire que Giscard et Mitterrand, c'est la même chose ! »** Annie Carval, la présidente du Comité de Défense secoue la tête; chez les « écologistes » aussi, c'est Paris qui décide...

Dans le local de Radio-Plogoff, où nous sommes pour l'heure une petite dizaine, on ne mâche pas les mots. **« Quel salaud ! »** Tant pis si ça passe à l'antenne. **« Celui-là, il n'a pas intérêt à revenir par ici... »**. A Plogoff, les subtilités apolitiques de l'écologie politique ne passent pas. Lalonde conclut: **« Je crois qu'on n'a plus grand-chose à se dire... »**.

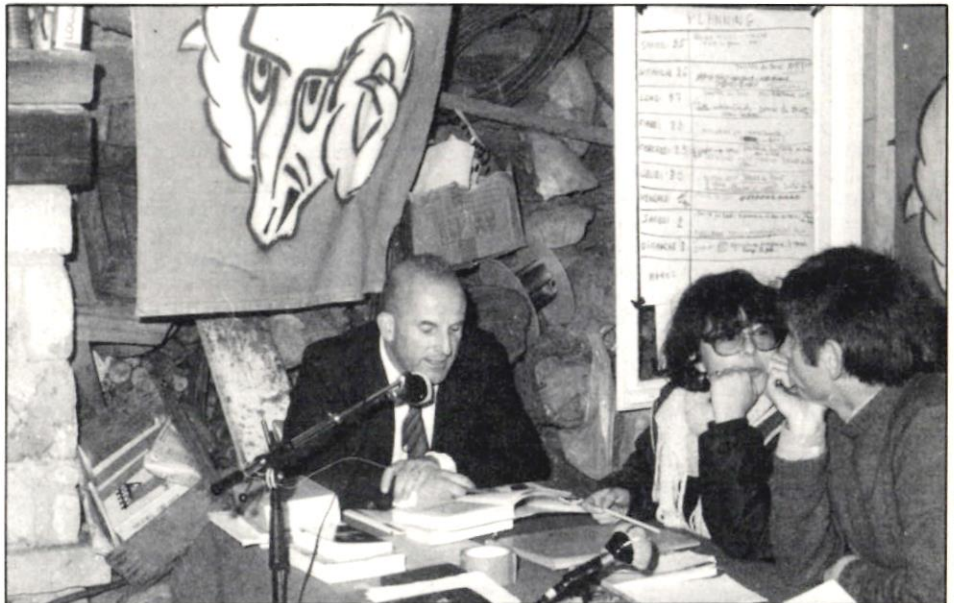
Des moments de radio comme celui-ci, il y en aura eu plusieurs pendant le petit mois où aura fonctionné l'émetteur pour une expérience de radio libre assez exceptionnelle.

Par le cadre, d'abord: plus loin que Plogoff vers la pointe du Raz, à Lescoff, dans une petite maison qui domine la Baie des Trépassés, on a dégagé tout le rez de chaussée. Sur des étagères près du plafond, des engins de pêche, des rames. Par terre des caisses de disques. Au fond, sur un tas de bois près de la cheminée, les bandes magnétiques. Des tréteaux pour les débats. Un téléphone: il sonne 40 à 50 fois par jour. C'est le signe d'une écoute qui dépasse la marginalité. **« Nous sommes écoutés par toute une frange de gens qui ne sont pas des militants »**, estime Jean-Paul, l'un des animateurs. Le matériel — italien — permet d'arroser une bonne partie du Finistère, au-delà de Brest et de Quimper, le tout, bien sûr, dans l'illégalité la plus complète.

Mais ici, on est organisé. Sur toutes les routes d'accès, une voiture est à l'arrêt et la C.B. fonctionne. Ce qu'on craint le plus, ce n'est pas une arrivée en force de la police mais une action plus discrète, style commando. Aussi le matériel est-il démonté tous les soirs et réparti dans diverses maisons de Plogoff. Car, si certains animateurs sont brestoïses, la radio est prise en charge

FÊTE DU MOUTON

Deux temps forts sur la côte. Le dimanche 7 juin: rassemblement sur la presqu'île avec forum où sera débattue « l'utilisation militaire du nucléaire en général, à Crozon en particulier ». Deuxième époque: la fête du mouton avec débarquement en nombre du cheptel du Larzac au Pellerin, Crozon et Plogoff. Week-end prévu celui du 26 au 28 juin. Une date fonction de celle des législatives. Elle peut donc être déplacée. Faudra se tenir au courant.



Le Peuple Breton



Le Peuple Breton

par les habitants, qui ont immédiatement adhéré à l'expérience. **« Je vais m'ennuyer quand ça sera fini »**, me dit une habitante de Lescoff, venue en voisine passer un quart d'heure au « studio ». Et une autre: **« Vous avez entendu Brice Lalonde ? Je faisais mon far... Il m'énervait ! »**. Son far, on le partagera tout à l'heure, après huit heures, quand l'émission sera terminée. Pour le moment, un débat « Nucléaire et Santé » se poursuit, un peu longuet...

Dans le studio, qui se peuple à vue d'œil, c'est un autre forum. On vient y commenter les événements de la journée, les gosses y passent au retour de l'école vendre des billets de tombola pour l'Amicale Laïque: premier prix, un agneau de Feunteun-Aod.

Populaire, Radio-Plogoff l'aura été dans tous les sens du terme, y compris dans le choix des thèmes abordés; le premier mai, par exemple, avec le témoignage de Charles Tillon, l'agriculteur ou les chansons tradi-

tionnelles. Pas seulement la lutte anti-nucléaire donc, mais aussi tout ce qui se construit, actuellement en Bretagne. On était loin de la perfection, certes, mais il arrive que la liberté balaye l'approximation !

A Plogoff, on a ouvert une fenêtre sur ce que pourrait être (pourra être ?) une information audio-visuelle dégagée du double carcan du pouvoir et de l'argent.

Jean Guéguénat.

BAR - RESTAURANT



« CHEZ ANNICK »

MESMERRIEN - 29200 BREST

Tél. (98) 02.19.73

UNE GRANDE RÉÉDITION ITRON VARIA GARMEZ

DE YOUENN DREZEN

Yann-Ber Piriou

S I la plus célèbre de nos querelles littéraires a été l'affaire du **Barzhaz Breizh**, il faut tout de même aussi mentionner, celle qui, après la fondation de la revue **Gwalarn** vit s'opposer, parfois hargneusement, deux écoles d'écrivains. Cette querelle se termina par la défaite des traditionnalistes, grâce à un formidable éclat de rire dont Jakez Riou devait nous faire cadeau peu de temps avant de s'éteindre à trente-sept ans dans un sana. Cet éclat de rire s'appelait **Gorsedd Digor**. Jakez Riou n'engendrait pas le pessimisme. Ses amis Kreston et Drezen non plus, d'ailleurs, même si d'aucuns ont dit que **Itron Varia Garmez** appartenait à ces «œuvres qui n'apportent jamais aux âmes que le désespoir et le scepticisme, et ce n'est pas l'esprit anarchiste qui puisse nous apporter un nouvel ordre...». On imagine avec quel rire hénarmer l'auteur de **Skol Iouarn Veig Trebern** dut accueillir ce jugement. Dans sa préface, Roparz Hémon avait pourtant pris soin de mettre les points sur les i. «**Ce roman est sain. Peut-être vous choquera-t-il. Cela ne l'empêchera pas de rester sain. Et si ça vous choque quand même, c'est que c'est vous qui êtes malades.**»

Cette mise au point énergique n'empêcha pas certain poète non plus que certain **Buruteller** anonyme de **Feiz ha Breiz** de prendre vivement position contre, au nom du beau langage, de la Morale et de notre Sainte Mère l'Église: «**Le livre, disait-il, contient aussi des grossièretés et de l'argot. Je sais que les gens ne vivent pas que de cantiques et de prières. Le fond des lacs et des étangs est lui aussi couvert de boue et de vase. Et je ne vois pas quel plaisir on peut avoir et à quoi ça peut servir de gratter le fond pour que la boue remonte à la surface...**».

Le fait est qu'on est très loin des belles images rassurantes et des tonnes de bons sentiments qui ont bien failli étouffer notre littérature au début de ce siècle. Drezen n'attendait la bénédiction de personne pour écrire ce qu'il sent. Les mots se bousculent avec une exubérance de pelletas en goguette. La grammaire ne l'a jamais empêché de dormir. Les foudres de la critique littéraire non plus. Nous voilà bien loin du jeune séminariste d'Ondarribia. Bien loin aussi de **La Bataille de Kerguidu** et de la religion musclée de Dom Lan Inizan, le premier directeur de **Feiz ha Breiz**. C'est que le pays de Youenn Drezen n'est pas «la terre des Prêtres». Son **Itron Varia Garmez** est d'une orthodoxie douteuse. Elle est née dans cette Bigoudénie fiévreuse d'avant guerre où l'espérance chantait rouge ainsi que Charles Tillon l'a rappelé récemment. Les deux ouvrages s'éclairent d'ailleurs mutuellement. Il suffit, pour s'en convaincre, de comparer les illustrations de R.Y. Kreston à la manifestation des ouvrières bigoudènes peintes par Tillon.

L'histoire de Paol Tirili a, en fait, beau-

coup moins d'importance qu'on a bien voulu le dire. Sans doute n'est-il pas indifférent que ce personnage n'ait rien à voir avec le Supercelte dont raffolaient alors certains lecteurs. Souvenons-nous:

«**Marchant à travers le désert aride,
Marchant à travers la tempête noire,
Depuis des siècles
Nous allons vers toi,
Enchantement de notre jeunesse,
Sourire qui frissonne
au seuil de l'horizon,
Jardin de la source de vie
de notre Tir-na-nog perdu...**»

Ça, c'était **Kan da Gornog**. Une fresque épique propre à réjouir tous ceux qui redécouvraient alors avec passion les sources de l'antiquité celtique. C'est à la même époque qu'Abeozen entreprenait l'adaptation en breton de ces fabuleux **Mabinogion** dont on vient, très opportunément, de rééditer une traduction française.

Voilà qui, à l'époque faisait l'unanimité chez les lettrés bretonnants. Le Drezen d'alors c'était aussi ce **Nozvezh Arkuz e Beg An Enezenn** écrit en 1938 à la mémoire de Jakez Riou et que l'on relit avec plus d'émotion encore, sans doute, depuis que «la beauté immortelle» de ce pays apparaît soudain si fragile:

«**... Dormir! Participer à la sérénité des choses sans orgueil.
Tel le verger aux pommes penchées sur la pâquerette humide;
tel le lierre et la mousse de la muraille,
et le nénuphar du marais;
telles la mûre noire sur les broussailles du talus,
et les tiges de l'ajonc, et la prunelle de l'épine,
et la digitale rouge, qu'abrite le têtard de chêne;
dormir comme la reinette sur le cresson de la mare,
comme le grillon noir en son menu réduit,
comme la sape de la taupe et la butte des fourmis.
Dormir comme le nuage paisible,
Et le gravier du rivage, le jonc, et les mulets de la crique;**

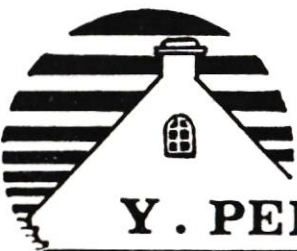
**comme le goémon de l'herbier marin autour des îles,
comme le chardon gris de la dune,
au murmure de l'eau, au murmure des pins, dans le vent frais,
répandre son âme dans la brise légère.**

Itron Varia Garmez est à mille lieues de tout cela. Avec ce livre, comme avec le **Nomenoe-oe** de Riou, une foule d'anti-héros entre par effraction dans cette espèce de domaine réservé qu'était devenue notre littérature. C'est que les préoccupations de tous ces gens sont terriblement terre à terre. Travail et pain quotidien, ils n'ont rien d'autre en tête. Sauf, précisément ce sculpteur raté qui, dans un accès de fièvre, détruit sa statue avant de cracher ce qui lui reste de poumons. Le vrai héros de ce roman c'est véritablement le petit peuple bigouden avec, bien sûr, ses recteurs, ses notables, ses gendarmes, mais aussi et surtout, le temps d'un meeting, ou d'un enterrement-manifestation miraculeusement unitaire derrière le cercueil de Naïg-Kein-Aour, la foule des ouvriers, des paysans, des syndicalistes et des militants.

Emile Masson aurait aimé ce livre. Mais la vie est pleine de rendez-vous manqués.

Sans doute est-il encore bien tôt pour savoir quelle sera la postérité de certaine littérature bigoudène contemporaine. En ce qui concerne Drezen, l'évidence éclate à toutes les pages. Son roman n'a pas une ride. Mieux. Voici qu'il prend même la dimension d'un véritable défi à la mort, et même aujourd'hui, d'une espérance nouvelle. Car «la mer sait qu'elle aura le dernier mot. Elle n'est ni aiguillonnée ni freinée par la maladie ou la faim, ou l'appréhension de la mort. Elle peut, en attendant son jour, flemmarder et moduler un chant nonchalant. Elle a le temps»

* **Itron Varia Garmez** par Youenn Drezen, illustré par R.Y. Kreston. 323 pages. Prix 58 Francs. Editions Al Liamm c/o Mlle J. Queillé, 47, rue Notre Dame, Guingamp. C.C.P. 1136 82 Rennes.



Y. PELLEAU

De l'idée à la clef

Entreprise du bâtiment
Saint-Pabu - Tél. 89.88.33



D.R.

Armand Robin, en 1929 au lycée Lakanal à Paris, et l'un de ses professeurs de khâgne, Jean Guéhenno.

POÈTE, ANARCHISTE, BRETON

Voici vingt ans mourait Armand Robin

ARMAND Robin est mort un soir de mars 1961 à l'infirmerie du Dépôt à Paris. Tabassé, ivre-mort, emporté par une embolie ? On ne le saura sans doute jamais. En tout cas, voilà vingt ans que disparaissait, déraciné, ignoré, méprisé des siens, ce poète breton qui « n'habitait même pas son nom » — il se prénommait en réalité Vincent.

Robin naquit un jour de neige, le 12 janvier 1912, dans une ferme de Plouguernevel (Côtes du Nord). Cet enfant de la Montagne noire que, comme le reste de la Bretagne, bouleverseront la Grande Guerre et l'éclatement de la société rurale, allait avoir le destin singulier d'un poète dont l'œuvre demeure méconnue et mystérieuse la vie.

« Une souffrance jamais égalée... »

L'enfant bretonnant devint poète hongrois ou ouïgour, en remontrant plus tard à bien des polyglottes dans l'art de débusquer les langues négligées. Il avait appris le français au cœur d'un chêne creux de la ferme paternelle, aux marches d'une république qui avait décrété l'interdiction « de parler breton et de cracher par terre ». Mais entrant au collège de Rostrenen, il y raflait quinze premiers prix sur les seize matières enseignées. C'était en 1925. Surnommé Voltaire, l'élève frondeur et « raisonneur »

faisait l'admiration de ses maîtres et condisciples mais vivait déjà en marge.

Après le lycée de Saint-Brieuc, où Tristan Corbière avait écrit 60 ans plus tôt, la plus émouvante correspondance qui soit, Armand Robin est admis en khâgne au lycée Lakanal en 1929. Il aura pour professeur Jean Guéhenno, un autre fils du peuple, qui ne l'oubliera pas : « Il y avait une sorte de génie en lui (...). Il était dans une hantise de la condition humaine, dans toute sa souffrance, qui, je crois bien, n'a jamais été égalée ».

A l'écoute du monde

Admissible à l'agrégation en 1932 pour avoir prouvé que Mme de Sévigné (à laquelle les Bretons n'ont jamais pardonné de les avoir pris pour des sauvages en rébellion) — n'avait jamais existé. Armand Robin est recalé à l'oral en raison de ses insolentes facéties.

À la veille de la deuxième guerre mondiale, Armand Robin qui avait appris le russe, préparé à nouveau l'agrégation et exercé divers petits métiers, emprunta résolument le chemin de traverse qu'il ne quittera plus. Son don prodigieux pour les langues, héritage vraisemblable de son bilinguisme naturel, lui permettra d'assurer sa vie matérielle. À sa maturité, il connaît une quinzaine de langues : le russe et l'arabe mais aussi le tchéchémisse, langue finnoise de Haute Volga, et le ouïgour, langue turque des pasteurs de l'Altai, dont il traduira d'ailleurs ou plutôt adaptera comme il le fit souvent, un dialogue du XII^e siècle, pour en conclure... qu'on parle toujours pour ne rien dire. Mais Robin ne se satisfait pas de briller par ses connaissances linguistiques. Il se met à l'écoute des radios du monde.

Son poste de TSF ne le quitte pas. Il brûle ses nuits, l'oreille collée au haut-parleur, pour décrypter les voix du monde. Au matin, il rédige et ronéotype un bulletin d'information auquel s'abonnent le Quai d'Orsay « L'Humanité » et « Le Canard enchaîné ». Au total, une quarantaine d'abonnés des plus sérieux.

C'est la montée des périls. « L'Europe ne peut être sauvée que par le nazisme ou le communisme » pense à l'époque Armand Robin. C'est vers le communisme que l'attirent sa sensibilité, son intelligence et ses origines. Pour peu de temps d'ailleurs. Celui de faire, à moto, le voyage en URSS. Comme d'autres, de Gide à Tillon, en passant par Louis Guilloux, il en reviendra désenchanté.

Armand Robin voyage encore en Pologne, en Mongolie, en Amérique Latine. Il réside un mois à Berlin où une tonnelle lui tint lieu de logement. Il quitte l'Allemagne nazifiée pour la Suisse où il vend des lames de rasoir et collabore à « La Gazette de Lausanne ».

L'Indésirable

En 1939, Robin est mobilisé. Nul ne sait cependant s'il a jamais fait de service militaire. En 1940, il publie « **Ma vie sans moi** » et épouse une Hongroise. En 1943, paraît « **Le temps qu'il fait** ». Dénoncé la même année pour ses propos antihitlériens, il n'échappe à la prison que parce qu'il est considéré comme inoffensif. À la Libération, il figure cependant sur

la liste noire des écrivains: il avait vendu à Vichy son bulletin d'écoutes. Les poursuites s'arrêteront là: il le donnait gratuitement à la Résistance.

En 1946, Armand Robin adhère à la Fédération anarchiste et publie les «Poèmes indésirables». Il collabore au «Libertaire» et à «Combat» tout en continuant à assurer la diffusion de son bulletin d'écoutes. Il se lie à Georges Brassens chez lequel se tenaient les réunions de la FA. Très vite, il supporte mal la hiérarchie des anarchistes. A Brassens, alors aussi démuné que lui, il emprunte une assez forte somme d'argent qu'il n'aurait jamais remboursée. Les témoignages sur Armand Robin se font plus rares ensuite. On sait qu'entre 1947 et 1960, Robin vit à Paris (24, rue Fabert), achète peut-être un appartement à Sèvres, ce qui l'aurait

complètement ruiné. Il voyage aussi et écrit. Huit livres constituent les jalons de l'itinéraire cahotique de ce poète breton à Paris. En tout cas, sa famille ne le voit plus après 1954. «Après tant d'études, il aurait pu devenir notaire, curé ou médecin» déclara à sa mort l'un de ses frères. Reste l'œuvre qu'Armand Robin poursuivra jusqu'à sa mort: «Quatre poètes russes: Blok, Essénine, Maïakowski, Pasternak» (Seuil 1948); «Poèmes d'André Ady» (Minuit 1951); «Poésie non traduite I» (N.R.F. 1953); «La fausse parole» (Minuit 1953); «Poésie non traduite II» (N.R.F. 1958).

«Et je m'effarais de ces yeux»

Au carrefour des langues, le monde d'Armand Robin s'enracine dans la fidélité à «cette Bretagne universelle, cette Bretagne qui n'est pas localisable». Cette Bretagne-là de familiarité et de con-

vence, figure une géographie où les repères font d'emblée défaut. Comment expliquer autrement le long silence qui ici a pesé sur Armand Robin? Dans «Le temps qu'il fait» Robin rapporte sous forme de dialogue le voyage de l'âme errante d'une mère, sa mère, comme lui inquiète, pudique et malicieuse, en route sur le chemin de sa terre et des siens. Comme dans les gwerziou, elle y cotoie le chien et la vache qui parlent, le Christ et le seigneur Lénine, la casquette de travers.

Georges Perros qui devait quitter bientôt Paris pour vivre à Douarnenez a connu Robin à la fin des années cinquante. De lui, cet autre poète hanté de Bretagne et de condition humaine écrira:

«Et je m'effarais de ces yeux
N'en finissant pas d'être bleus
Où tremblait souvent une larme
De ses mains faites pour tuer
Tous les taureaux de la bêtise»

Armand Robin, le fils de la Montagne noire, ce Tristan Corbière des terres intérieures aura vécu sa vie, sans lui et loin des siens. Il avait tant lu, qu'il n'avait plus envie de vivre» dira son frère Hippolyte paysan à Plouguernevel. Il est urgent de le ressusciter.

«Surgi de ceux qui n'ont pas de mots pour leurs cris, j'ai du moins, pour apaiser mes remords, brouillé de langue en langue mes paroles». Tel est l'un des messages trouvés dans sa chambre après sa mort. Sa langue multiple et plurielle est celle des temps nouveaux.

Michel Kerninon.

POUR LIRE ARMAND ROBIN...

Les éditions «Le temps qu'il fait» (1, rue Lenôtre 16100 Cognac) ont entrepris de rééditer l'essentiel de l'œuvre, introuvable. Elles ont publié: «La fausse parole» suivi de «Ouvre-écoute 1955» avec une excellente présentation de Françoise Morvan; «Poèmes indésirables»; «L'Homme sans nouvelle» (proses inédites); «Poèmes d'André Ady».

Aux éditions Gallimard: «Le temps qu'il fait»; «Poésie non traduite» (vol I et II); et en collection de poche Poésie «Ma vie sans moi» suivi de «Le Monde d'une voix».

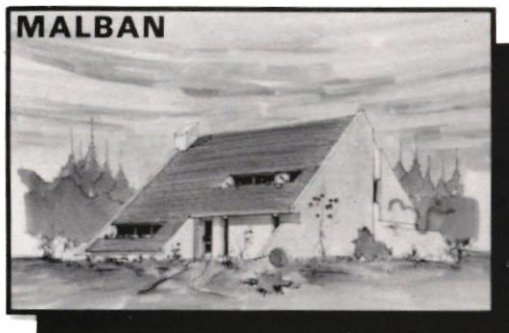
Signalons enfin dans la collection «Poètes d'aujourd'hui» (Seghers-Lafont) le volume consacré à Armand Robin et présenté par Alain Bourdon.

100%

Traditionnelles



- Devis, études réalisés par notre architecte.
- Service terrain.



maisons
abonnel

bretagne

9, rue de Lyon
29200 BREST
Tél. 46.37.86

Retournez
ce bon à
abonnel

Nom :
Adresse :
Tél. :
Je désire recevoir une documentation
gratuite ☐
Je souhaite la visite d'un de vos
commerciaux ☐

une maison au pays pour une qualité de vie

Prochainement :

un lotissement de 19 maisons à 15 kms de Brest. Dès maintenant
Renseignez-vous

SAINT-DENIS, HAUT-LIEU DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER BRETON

HISTOIRE

EN marge du remarquable petit livre de Skol Vreizh sur l'histoire de la Bretagne au siècle dernier, je voudrais apporter quelques précisions sur le mouvement ouvrier breton. Il me semble en effet qu'il n'est pas inutile de rappeler, qu'en raison de l'émigration imposée à notre peuple par le système capitaliste, une partie non négligeable de la classe ouvrière bretonne s'est retrouvée, dès la fin du siècle dernier, en région parisienne et plus précisément à Saint-Denis. Ce fait n'a pas été sans influence en Bretagne même. De multiples témoignages prouvent, par exemple, qu'avec les congés payés de 1936, vinrent aussi dans les campagnes bretonnes, d'où étaient originaires de nombreux émigrés revenus en vacances, les idées dites nouvelles.

Un historien Jean-Paul Brunet a publié un livre fort intéressant sur «Saint-Denis, la ville rouge» (1) entre 1890 et 1939. Il y est beaucoup question des émigrés bretons qui ont joué un rôle capital dans cette banlieue nord, tant sur le plan économique et social que sur le plan syndical et politique. On y apprend notamment que les Bretons arrivèrent une première fois en masse dans les années 1886-1891. Pour la plupart journaliers agricoles au départ, ils venaient de la Bretagne centrale et bretonnante (arrondissements de Guingamp, de Lannion, de Loudéac, de Carhaix...). Rapidement, ils allaient remplir les usines et les gares de chemin de fer de la région parisienne.

Les observateurs de l'époque avaient remarqué la grande solidarité des Bretons entre eux ainsi que le maintien de leur identité linguistique, culturelle et religieuse, leur grande misère et leurs difficultés d'insertion dans un monde hostile. Mais ce qui est frappant c'est la rapide évolution, dès avant la guerre de 14, de ces émigrés vers les idées du socialisme jusqu'à devenir dans cette «ville rouge» l'un des éléments les plus avancés. Il existait à Saint-Denis un Groupe Socialiste-Révolutionnaire Breton. Ce groupe était autonome et l'un des nombreux mouvements socialistes de l'époque d'avant l'unification de 1905 et la naissance de la SFIO. Comme la

Fédération Socialiste Bretonne de Charles Brunellière. Ce groupe écrit Jean-Paul Brunet «comprendait une quarantaine de membres et avait établi son siège chez un marchand de vin du pays, Le Provost, 3, rue du Port. En août 1904, les Bretons socialistes de Paris lui apportèrent un drapeau; ce fut l'occasion d'un déploiement policier démesuré (40 gendarmes et 30 agents, selon un rapport de police), mais il n'y eut pas d'incident car toute la cérémonie se déroula à l'intérieur du débit de vin: il y eut quelques causeries, des chansons venues de Paris se produisirent, on écouta des récits et des chants révolutionnaires. Le Groupe Breton dont certains membres, tel son secrétaire Cariou, appartenaient au PSDF, n'adhéraient officiellement qu'à la Fédération Socialiste de Bretagne et ne voulut point se fonder dans le PSDF. Il participa néanmoins activement à l'unification des forces socialistes». En effet, le 13 février 1904 fut constituée l'Union des groupes socialistes-révolutionnaires de Saint-Denis composée par le PSDF, le PSF, le POSR et le Groupe Breton.

Par la suite, les émigrés bretons fournirent des électeurs et des élus

aux partis ouvriers (socialiste puis communiste) à Saint-Denis (les Trémel, Le Goff, Le Lay, etc...). En 1936-1937 l'Amicale des Bretons de Saint-Denis, qui sera à la base de la constitution de la Fédération des Bretons Emancipés, contribuera, après un moment de flottement, à vaincre de manière décisive le dori-tisme. Mais ceci est une autre histoire qui concerne le prochain tome de Skol Vreizh. Espérons que ces événements ne seront pas oubliés car ils ont eu une certaine influence sur notre histoire.

Georges Cadiou.

(1) «Saint-Denis, la ville rouge (1890-1939)» par Jean-Paul Brunet, Hachette littérature, Paris 1980.

Signification des sigles:

SFIO: Section Française de l'Internationale Ouvrière (Parti Socialiste Unifié).

PSDF: Parti Socialiste de France (Guesde, Vaillant).

PSF: Parti Socialiste Français (Brousse, Jamès).

POSR: Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire (Allemane).

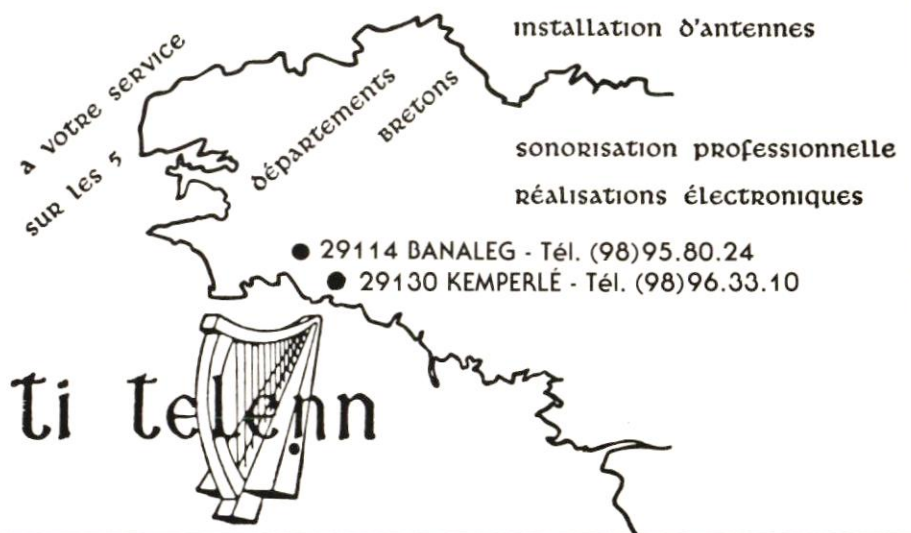
hi-fi - télévision - électro-acoustique - animation lumineuse

à votre service
sur les 5 départements bretons

installation d'antennes
sonorisation professionnelle
réalisations électroniques

● 29114 BANALEG - Tél. (98)95.80.24
● 29130 KEMPERLE - Tél. (98)96.33.10

ti telenn



**vannes
nature**

Aliments naturels
Diététique - Esthétique

25, rue des Halles
Tél. : (98)54.11.22



Constructions contemporaines

Biel Le Vourc'h

29214 Landéda
Tél. 04.93.39

Bravoc'h ha gwelloc'h
tiez a vremen

« Bread and Roses », La générosité du talent

Il y a des familles comme ça...

Mimi Farina est la sœur de Joan Baez et n'a pas, quant à la voix beaucoup à lui envier. Son mari, Richard Farina, fut l'un des meilleurs poètes-chansonniers américains (Pack Up Your Sorrows...) avant de mourir dans les années soixante.

Mimi a fondé, en 1974, une association appelée « Bread and Roses » (Du pain et des roses), située à Marin Country, en Californie afin de donner gratuitement des concerts à des gens vivant en milieu restreint: hôpitaux, asiles psychiatriques, maisons de convalescence, et prisons... Bread and Roses organise ainsi trente à quarante concerts tous les mois aussi bien avec des amateurs que des artistes connus.

C'est pour aider l'association qu'a eu lieu, en octobre 1979, au Greek Theater de Berkeley, un festival qui a duré trois jours et qui a vu intervenir les meilleurs chanteurs du folk américain; avec une règle commune: faire revivre le son de la musique acoustique.

Le disque de ce festival est sorti en Europe. On y retrouve, en pleine forme, les vieux: Pete Seeger, Joan Baez, David Crosby, Graham Nash, Paul Siebel, Hoyt Axton; les moins vieux: Kris Kristofferson, Chick Corea...

J'y ai fait également quelques découvertes: Maria Muldaur ou Leah Kuntel sont deux grandes voix du folk. Seul le hasard, sans doute, fait qu'elles n'ont pas traversé l'Atlantique... Deux moments particulièrement forts dans ce double album: le chant « Bread and Roses » interprété par Joan Baez

Le Peuple Breton/Yannick Quenehervé



Joan Baez, photographiée à Lorient

et Mimi Farina. C'est très différent de la version extraordinaire qu'en avait faite Judy Collins il y a quelques années, mais le pouvoir d'émotion est intact. Et puis le final « This Land is your Land », commencé par Pete Seeger et repris par tous, qui clôt un

ensemble un peu nostalgique, sans doute, mais d'une sacrée richesse.

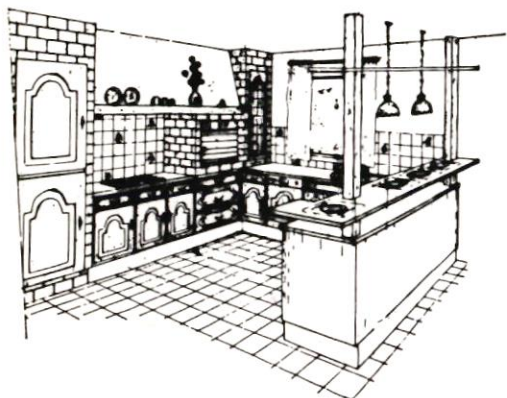
W.

« Bread and Roses » — Double album
— Fantasy Records — Distribution
Musidisc Europe.

POINT S.L.M.

5, rue Gustave-Zédé
Brest - Tél. 02.12.20

Sanitaire **Porcher**
Chauffage **Buderno**
Isolation **Isover**



LA CUISINE D'AUJOURD'HUI

6, RUE BOUSSINGAULT
29200 BREST
Téléphone : 44.23.37

Au service des Bretons !...

pb.service

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces *gratuites*. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne.

• Peinture:

Exposition peinture-poésie: **Maripol. Mark Chaubaron**. Librairie Breizh. Rue de Penhoet, Rennes.

• Théâtre:

Josy Coiffure le 12 juin au Seizh Avel de Konfort Prad (22).

• Musique:

Sydney Martin (percussions) le 20 juin au Seizh Avel de Konfort Prad (22).

• Lutte bretonne:

Championnat départemental des CDN le 14 juin, à Konfort Berc'hed (22).

• Musique:

Chants sacrés des Celtes Antiques, de Henri Chédorge, à Paris St-Eustache, le 12 juin à 20 h 45.

• BD:

Bretagne et BD à **St-Malo** les 20 et 21 juin.



Gouel ar Brezhoneg les 4, 5, 6, 7 juin dans le Cap-Sizun, films, théâtre, sports, chanteurs.

• Stage de breton:

Stage Keav, pendant la dernière semaine de juillet, à Skaer. (KEAV, 44, rue Jean Rameau, Quimper).

Cours à Lorient, du 3 au 11 août, pendant le festival de Lorient (Institut Consulaire, 11, rue de Kerguelen, 56100 Lorient).

• Colloque:

Sur les énergies renouvelables et le développement régional à Morlaix les 26 et 27 juin; organisé par «Autrement».

• Course hippique:

Course hippique bretonne, à Languidic, terrain municipal, ZI de Lanveur le 8 Juin.

• Stage:

Les énergies renouvelables, 13 et 14 juin à Commana (29) (énergie éolienne); 20 et 21 juin à St-Thois (29) (production méthane), et 4 et 5 juillet, à Commana (architecture et soleil); CREPTAB, Ecole Publique, 29126 Loqueffret.

ARTISANS
COMMERCANTS
SALARIÉS - AGRICULTEURS

Enfin une association qui défend vos intérêts ?

COMPLÉMENTAIRE « MALADIE - CHIRURGIE - SOINS DENTAIRES »

- 100% du Ticket Modérateur
- 68 Frs d'indemnités journalières en cas d'hospitalisation
- Forfait Maternité - Cures thermales : 687,60 Frs
- Frais d'obsèques : 5730 Frs

TARIFS MENSUELS	Artisans Commerçants	Salariés Agriculteurs
	47,00 F	32,09 F

COUPON RÉPONSE :

Je désire des renseignements complémentaires pour votre régime de prévoyance.

NOM _____ PRÉNOM _____

Nombre d'enfants : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

F.F.A. (Association loi 1901), 2, rue du Docteur Le Noble - 29269 BREST CEDEX - Tél. 80.17.10

ASSUR BRETAGNE, 6 bis, rue de Glasgow, BREST - Tél. 80.13.30

Gestionnaire agréé par la F.F.A. (Association loi 1901)

11^{ème} FESTIVAL INTERCELTIQUE de Lorient

du 7 AU 16 AOÛT 1981

8 pipe-bands
50 groupes folk
championnat
NATIONAL
des BAGADOÙ
expositions
université d'été

10 jours
150 manifestations
4500 musiciens, chanteurs, danseurs,
artistes, écrivains, sportifs
des nations celtiques

BRETAGNE
ÉCOSSE
IRLANDE
PAYS DE GALLES
GALICE
ÎLE DE MAN
CORNOUAILLES



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat

Le vade-mecum du parfait autonomiste

A campagne électorale, miracle verbal! Depuis 15 jours, en mettant l'Humanité dans les rayons de mon magasin, je crois rêver en lisant à la «une» les articles dithyrambiques consacrés — avec photo quotidienne à l'appui — à Bobby Sands et aux catholiques d'Ulster en général.

Je ne me souviens pas du contenu des «une» suivant les procès d'autonomistes bretons ayant quelque peu endommagé un bâtiment public (voire même royal!) mais si il y a été fait allusion, je pense qu'on était loin de faire battre pour eux le cœur des lecteurs de l'Huma... Je propose donc à d'éventuels «activistes» bretons quelques moyens infail- libles pour gagner la chaude sympathie de la direction de l'Humanité.

D'abord, appartenir à une minorité qui se distingue par autre chose que par un vulgaire patois. Prenez une bonne religion par exemple... Ensuite, entamer une bonne grève de la faim, une sérieuse (d'ailleurs, pour que vous ne ridiculisiez pas le journal, on ne parlerait chaleureusement de vous qu'au 54^e jour, on ne sait jamais, il vaut mieux ne pas prendre de risques...). C'est sûrement ce que n'ont pas compris, à Bayonne, ces petits rigolos de Basques du Nord (tiens, du Nord aussi.) L'Huma les ignore.

Enfin, et ce serait une condition sine qua non: il faudrait que vous adoptiez la nationalité britannique et que vous agissiez en Ulster. Facile, non? Et pourtant, l'Huma l'a bien

écrit: Bobby Sands n'était pas communiste. Qui a parlé de l'intolérance du P.C.F.? Merci saint René (Andrieu), et merci saint Georges (Marchais).

Ceci dit, félicitons-nous quand même que l'Humanité ait contribué à ouvrir les yeux de beaucoup de ses lecteurs sur la situation en Irlande du Nord, même s'il les leur colle (à la super-glue!) sur ce qui se passe dans l'Hexagone quand à certaines grèves de la faim de certains militants, pas forcément commu- nistes eux aussi...

Marie-Christine Combes Blanc,
35150 Janzé.

ligne Edmond Maire ne fait pas forcément l'unanimité au sein de la CFDT. De toute façon, l'UDB n'a pas en tant que parti à s'im- miscer dans les débats internes aux organi- sations syndicales, ce qui ne veut pas dire que les «Udébistes» dans leurs organisations syndicales respectives ne doivent pas être présents dans ces débats (...)

René Martin,
44130 St Omer de Blain.

Des citations à recentrer

Comment a-t-on pu «laisser passer» tel quel dans le Peuple Breton (n° 209) l'article de Reun L'Hostis relatant la lutte des travail- leurs des AFO de Brest? (...). D'abord une critique «tout azimut» des autres partis et organisations syndicales de gauche. Parler d'une «CGT communiste à la botte de Mar- chais et de Moscou» c'est se servir d'un slo- gan simpliste que même la droite n'ose plus utiliser. Présenter une «CFDT recentrée, réformiste et collaboratrice» c'est faire preuve de mauvaise foi. Si on peut être plus que réticent vis-à-vis du «recentrage» et de «la ligne Edmond Maire» il ne faudrait quand même pas oublier que la CFDT a fait la preuve de sa combativité particulièrement en Bretagne. Il ne faudrait pas oublier que la

Concernant les «critiques» à l'égard des organisations syndicales, rappelons que Reun L'Hostis signale que le conflit ne s'est pas étendu aux autres centres, principale- ment à cause de la division syndicale et il cite les arguments échangés qui ont conduit à cet immobilisme; il ne s'agit en aucun cas d'un jugement de sa part. Une lecture un peu plus attentive de l'article (qui est intitulé «Un grand vainqueur, l'unité syndicale», ce qui devrait quand même éviter ce type d'équivo- que) permet de le constater. Ensuite, nulle part, dans cet article, l'UDB ne s'est jamais immiscée dans les débats internes aux orga- nisations syndicales. Si elle l'avait fait, ça n'aurait d'ailleurs pas été en tant que parti, puisqu'il s'agit d'un article signé d'une per- sonne (qui, au passage, a été un des leaders, et le principal négociateur des grévistes) et non de l'UDB. De plus, au nom de quoi n'aurions-nous pas à participer à certains débats? Et à donner notre appréciation? Nous l'avons bien fait concernant la CFDT et les «Pays de Loire».

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boîte Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 50 F (1)
étranger : 60 F (1)
de soutien : à partir de 70 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion: 75 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**PUBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 40 (1)
étranger : 50 F (1)
de soutien : à partir de 60 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 65 F (1)
A partir du N° inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1)
chèque bancaire (1) (1) Rayer les
mandat lettre (1) mentions inutiles.

C.C.P. RENNES 2746-79

HORLOGERIE

Yves NEDELLEC

2, rue de Douarnenez
QUIMPER

*Choix important
de montres à Quartz*

*Vos bijoux celtiques or et argent
Collection importante*



Roger MINGANT

Horloger-bijoutier



95, rue de Siam - 29200 BREST - Tél. 46.06.02

2 straed ar Roue
Gralon

levriou pladenou
arz keltiek



2 rue du Roi
Gralon

livres, disques
art celtique

kemper - Tél. 95.42.82

L'ARTISAN DU DÉMÉNAGEMENT

DENIS PHILIPPE

FER - MER - ROUTE
Camions capotés Matériels spécialisés



50, rue Marcellin-Duval
29200 BREST - Tél. (98)03.11.52

colin

35, rue Jean-Jaurès, Brest - t. 44.14.54

chemisier habilleur

MEUBLES

Job Ar Gou

*Breton - Rustique - Style - Contemporain
Cuisines sur mesure*

LIVRAISONS GRATUITES DANS TOUTE LA FRANCE

Route de Perros-Guirec - 22300 LANNION - Tél. (96)37.45.35

Soniri Keltiek

HERVE MEUR

1 Dachenn Aman
29000 KEMPER
Pell : (98)95.45.82

Crêperie - Snack

« Chez Marie-Françoise »

29, rue Navarin (Place Guérin)
BREST - Tél. 80.46.30

Salle spéciale pour groupes

PORT de PLAISANCE



**Le Grand
Pavois**

BAR
RESTAURANT
PANORAMIQUE

Moulin-Blanc
29200 BREST
Tél. 02.27.83

Annie et Jean-Michel TEXIER

**RIDEAUX - SIÈGES
TENTURES MURALES**

René Seac'h

Tapissier - Décorateur
36, rue Yves-Collet
29200 BREST - Tél. 44.30.87



CARAVANING . NAUTISME

CAMPING . PLEIN-AIR

SPORTS

L'Hermitage, route de Gouesnou, BREST ☎ 02.28.77



**BAR
LE TRISKELL**

Place Guérin - BREST
Téléphone : 44.56.65

**RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47**

ELYSEZ MOI !!

PAR LÄOR'Z



CE DESSIN NE VEUT PAS DIRE GRAND CHOSE. MAIS IL A AU MOINS POUR MERITE DE FOURNIR DE LA LECTURE PENDANT DES HEURES EN RETOURNANT LE BOUQUIN SANS ARRÊT...

**OUI
IL Y AURA DES COMMUNISTES
AU GOUVERNEMENT**



PRESIDENTIELLES-MON MARI!



NOUS SORTONS AFFAIBLIS MAIS CONSOLIDÉS !

CAR C'EST QUAND C'EST QU'ON RECULE QU'ON AVANCE MIEUX APRÈS !

PENSEZ A LA MER DELORS AUX FINANCES CRESSION A L'AGRICULTURE LANG A LA CULTURE MAIS POURQUOI DIABLE N'ONT ILS PAS MIS LA LUMIERE AUX ENERGIES !?

D'AUTANT QU'ON EST TOUJOURS PAS ECLAIRÉS SUR PLOGOFF !!... (*)



LÄOR'Z

CHIRAC LE 23 MARS 1981... ET C'EST MOI QUI EN RECAISSAIS LE MOT MARCHAL.